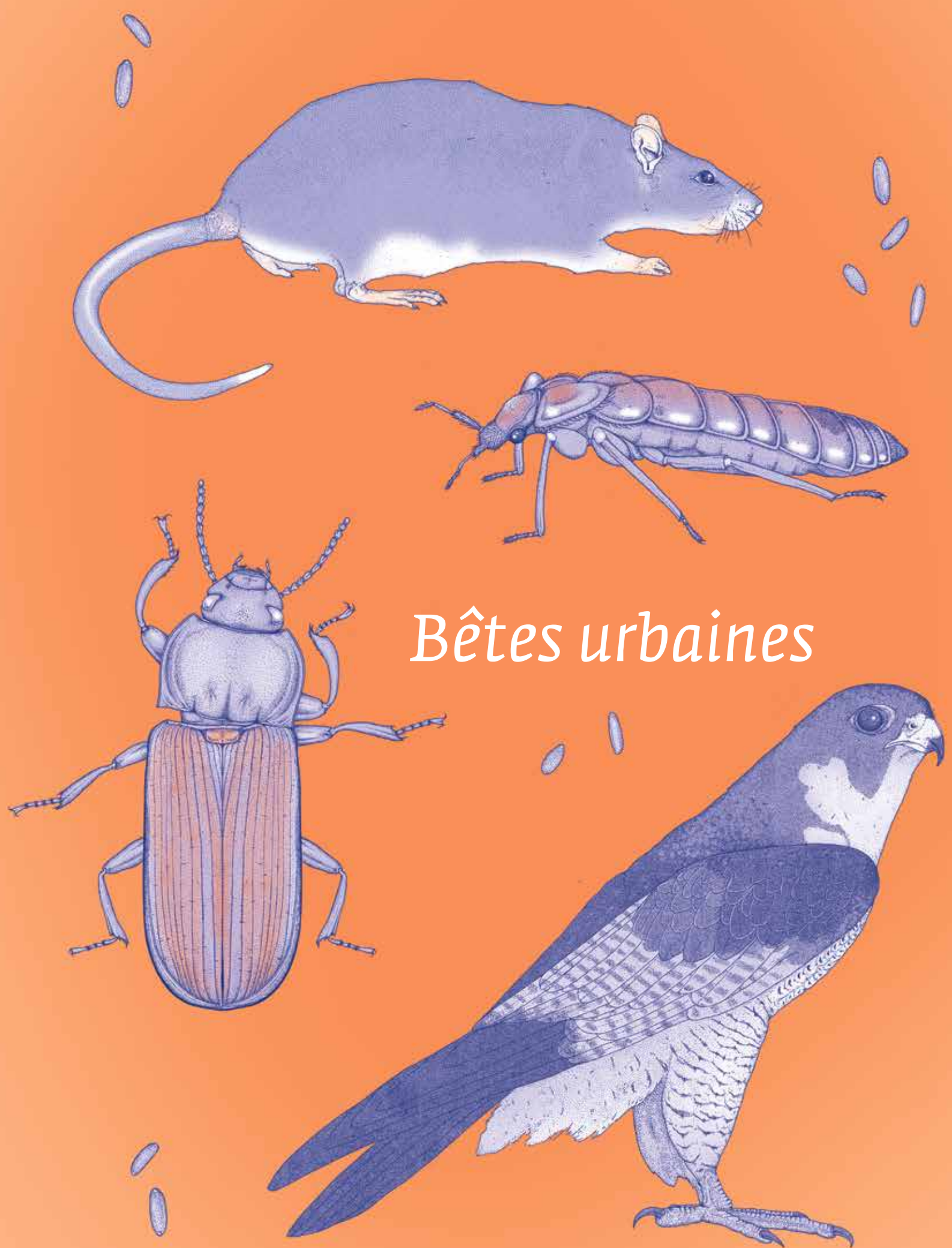
BRUXELLES EN MOUVEMENTS

Bimestriel,
Paraît 6 fois par an
Bureau de dépôt :
Bruxelles X
P 302402

bpost
PB-PP | B-01148
BELGIE(N) - BELGIQUE

PÉRIODIQUE ÉDITÉ PAR
INTER-ENVIRONNEMENT-BRUXELLES,
FÉDÉRATION DE COMITÉS DE QUARTIER
ET GROUPES D'HABITANT·ES

N°328 – JANVIER/FÉVRIER 2024



Bêtes urbaines

INTRODUCTION

EN 2024, REBATTRE LES CARTES

Le premier *Bruxelles en mouvements* (BEM) de 2024, année du jubilé d'Inter-Environnement Bruxelles, est aussi une première dans l'histoire des *BEM*. En effet, aucun numéro n'a encore été consacré aux « questions animales ». Entre destructions par le capitalisme, effondrement des espèces et remise en cause du naturalisme, plusieurs raisons mènent à proposer une telle thématique aujourd'hui.

Chloé Deligne, administratrice Inter-Environnement Bruxelles

Si l'on excepte les vaches en tant que matière première de l'abattoir d'Anderlecht ou la figure métaphorique du pigeon utilisée pour parler des piétons, aucun animal n'a encore figuré en « une » de notre journal. En réalité, dans l'histoire du *BEM*, les animaux ont été fondus dans l'idée plus générale de « nature ». Cette notion, qui a parfois été l'objet de nos publications, a le don de crisper les positions au sein de la fédération et de l'équipe d'IEB lorsqu'elle s'invite dans les dossiers concrets. À défaut de pouvoir résoudre les tensions, on peut commencer par essayer de les expliquer.

> Les devenirs des animaux et des humains sont liés car ils sont *pour toujours* en relation.

IEB, en tant que fédération, s'est constituée principalement comme un « mouvement urbain » dans lequel la défense des conditions d'existence des habitant·es, les questions sociales et l'attention pour la démocratie urbaine ont toujours été premières. Si la « nature » a trouvé sa place dans l'action d'IEB au cours de ses cinquante années d'existence, ce fut surtout soit en tant que paramètre des conditions d'existence des Bruxellois·es (sous forme d'espaces verts aux usages bénéfiques pour la santé), soit en tant qu'élément d'ensembles patrimoniaux (par exemple la forêt de Soignes ou les arbres de l'avenue du Port). Par ailleurs, IEB a toujours posé un regard crtique sur l'instrumentalisation de la nature comme un outil du maintien des inégalités socio-spatiales ou socio-environnementales au profit des classes les plus favorisées. L'opposition récente de riverains ucclois à la construction de logements sociaux au nom d'une « nature à préserver », opposition qui en rappelle bien d'autres avant elle, ne trompe personne. Ainsi à IEB, l'invocation de la « nature » est toujours lue au prisme de rapports inégaux et de situations socio-spatiales chaque fois spécifiques (le Marais Wiels n'est pas les Dames Blanches).

On peut donc dire qu'IEB se retrouvait dans une vision assez « fonctionnelle » de la nature, c'est-à-dire lui assignant des fonctions (par exemple « contribuer à améliorer la santé des habitants » ou « remplir une fonction paysagère »)[1].

Cette vision a sa contrepartie au sein des associations de défense de la nature bruxelloises (et belges de façon plus générale), parfois membres d'IEB d'ailleurs, qui se sont historiquement constituées autour d'un paradigme conservationniste, c'est-à-dire, pour le dire simplement, autour de l'idée que pour préserver la nature, il faut créer des zones de protection. Ces espaces (de type réserves naturelles) étant les seuls à même de procurer aux animaux et aux végétaux des habitats et conditions de reproduction, dans un monde hostile pour elles. Ce positionnement historique a fait l'objet de critiques maintes fois ravivées : en réalité une telle « politique de la nature » autorise, voire légitimise, la destruction « par ailleurs », c'est-à-dire en dehors des zones protégées, et ne remet pas en cause le système économique capitaliste qui « par nature » détruit le monde vivant et exploite sans limite les ressources naturelles.

Aujourd'hui, cette ligne de démarcation, présentée ici de façon caricaturale, entre défenseurs des questions sociales (qui voient dans la nature un ensemble de fonctions et un instrument de domination) et défenseurs de la nature (qui considèrent que la nature a une valeur en soi et qu'il faut la protéger dans des zones ad hoc) se recompose sous l'effet des convulsions, crises et débâcles du monde. La disparition à une vitesse effrénée de nombreuses espèces, la prolifération d'autres dans des endroits qui les ignoraient jusque-là, la traversée des barrières d'espèces par de nouveaux agents pathogènes… toutes conséquentes à l'appropriation du monde par l'économie capitaliste, forcent à considérer les devenirs humains sur des terres dévastées en termes de « devenirs communs » avec d'autres êtres vivants, et à mieux prendre en compte l'emboîtement des circulations et des échelles spatiales.

Par ailleurs, le naturalisme[2] propre à l'Occident, indispensable au capitalisme, est pointé comme un obstacle à une reconfiguration radicale de nos sociétés. Ce mode de penser le monde, né dans le giron des colonisations et de la pensée rationaliste du XVIIe siècle, établit une séparation fondamentale entre l'être humain pensant (de préférence un homme blanc) et les autres êtres vivants (auxquels les femmes ou les esclaves ont un temps été assimilés), entre la Culture et la Nature. La mise en examen critique de ce qu'a produit ce paradigme ouvre la possibilité de repenser le monde, non plus en termes d'opposition (notamment l'opposition Nature/Culture) mais en termes de relations. Ainsi, les devenirs des animaux et des humains sont liés car ils sont pour toujours en relation.

La recomposition des lignes de démarcation entre défenseurs des questions sociales et défenseurs des questions de nature ne va pas sans controverses, conflits idéologiques, ou procès en (non-)radicalité, à l'image du texte caustique (et néanmoins très drôle) lancé par l'économiste et philosophe Frédéric Lordon, exaspéré par les « penseurs du vivant », sur le blog du *Monde diplomatique* en septembre 2021[3]. Le texte a eu le mérite de faire réagir et de permettre à des mouvements de se positionner clairement comme n'ayant pas à choisir entre anticapitalisme ou questions sociales d'une part et combats d'écologie radicale, y compris au nom du « vivant », de l'autre, mais devant toujours concilier les deux[4]. Pragmatiquement, l'exercice est difficile mais il en vaut la peine.

Dans les brèches ouvertes à la fois par la gravité des crises et par la critique du naturalisme, de nombreuses autrices et auteurs ont ouvert des pistes. Ainsi, Ana Tsing s'est penchée sur les possibilités de vies recomposées dans les lieux ruinés par l'extraction capitaliste ou sur les proliférations d'espèces dans notre époque. L'anthropologue Frédéric Keck explore la notion de « sentinelles », c'est-à-dire ces espaces et espèces liminaires (qui se trouvent sur des limites) qui donnent des signaux précoces de ce qui arrive. Léna Balaud et Antoine Chopot, dans leur puissant ouvrage *Nous ne sommes pas seuls* (2021), proposent des manières de faire alliance avec la nature pour agir contre ce/ceux qui nous dévastent. Et tant d'autres encore[5].

En ce qui concerne plus spécifiquement les animaux en ville, les études, numéros de revues et ouvrages se sont multipliés ces dernières années dans de nombreux domaines. Depuis *Les Animaux et la Ville* de la géographe Nathalie Blanc (2000) à *Paris animal* dirigé par les architectes Henri Bony et Léa Mosconi (2023), en passant par *Darwin in de stad* (*Darwin Comes to Town*) du biologiste néerlandais Menno Schilthuizen (2018), qui explore les transformations biologiques et génétiques des animaux qui ont été amenés à vivre en ville, ou encore *Zoocities* de la philosophe Joëlle Zask (2020), c'est toute une écologie des relations, passées et présentes, entre de nombreux animaux et les villes qui sont aujourd'hui (ré) explorées et mises en lumière. Certes, il ne s'agit pas toujours de propositions politiques mais au moins de mises à plat de relations qui devront compter à l'avenir.

Ces études, articles, ouvrages montrent bien, entre autres, qu'alors que les villes sont souvent pensées comme une sorte d'antithèse de « la nature », faites de briques, d'asphalte et de béton, concentrés d'artifices humains, perçues comme des espaces inhospitaliers pour les plantes et les animaux, elles sont au contraire grouillantes de vies « sauvages », c'est-à-dire non contrôlées (et parfois non désirées), et de relations complexes entre de nombreux êtres vivants. Cette intense présence sauvage est amplifiée aujourd'hui par le fait que les villes sont des refuges au milieu de campagnes ravagées par l'agriculture industrielle, l'étalement urbain et la fragmentation spatiale. Dans les villes, les pesticides sont de plus en plus souvent interdits (c'est le cas à Bruxelles) et la nourriture est abondante (notamment grâce aux déchets produits en masse). Ainsi, la concentration d'animaux sauvages redessine les villes comme des îlots d'une diversité inattendue… mais elle impose aussi de nouvelles négociations et apprivoisements, et ranime des peurs anciennes. La gestion des poubelles et des déchets (en bacs ou en sacs ?), le nourrissage bienveillant des unes (prémices à une relation) mais fustigé par d'autres (car il faudrait laisser le sauvage à distance « pour son bien »)… entraînent redéfinition des pratiques et conflits parfois violents (entre humains et animaux, et entre humains !). Il est par ailleurs de plus en plus courant que le surgissement animal redéfinisse les espaces qui, de « lieux à l'abandon », deviennent des lieux à « haute valeur biologique », et remette en cause les assignations inscrites dans la planification (la friche Josaphat ou le Marais Wiels sont des exemples emblématiques à Bruxelles). Y invoquer la naturalité ou la non-naturalité des lieux y devient un enjeu politique.

> La recomposition des lignes de démarcation entre défenseurs des questions sociales et défenseurs des questions de nature ne va pas sans controverses.

Mais si les animaux transforment la ville (ses habitants, leurs pratiques et le futur de certains lieux), l'inverse est également vrai : la ville transforme les animaux « sauvages ». Leurs taux de reproduction y sont souvent plus élevés (du fait de l'abondance de nourriture), leurs comportements diffèrent des groupes observés « à la campagne » (les renards réputés solitaires se mettent à plusieurs pour « chasser » les poubelles, le faucon pèlerin opère de nuit grâce à l'éclairage nocturne…) et leur signature génétique s'en différencie. Ce qu'on (re)découvre aussi en s'intéressant aux animaux sauvages urbains, c'est que chaque espèce, voire chaque groupe social au sein d'une espèce, a sa propre histoire et sa propre culture. La « culture » n'est ainsi clairement pas l'apanage des groupes humains.

Ce numéro de *Bruxelles en mouvements* à travers les sept articles qui le composent constitue une première invitation à poursuivre dans les voies esquissées ici et à mettre en évidence les interdépendances entre ce qui arrive aux villes, à ses habitant·es et à ses animaux. Au programme : animaux féraux, synanthropes, sauvages, marrons et liminaires, mammifères, insectes, arachnides et oiseaux, renards, rats, punaises, araignées et ténébrions, martinets et faucons pèlerins. Il y est question des conditions de devenirs communs face au capitalisme et à ses dégâts (Allan Wei), des longues séquelles de l'usage du DDT, d'une enquête sur des « cultures renardes » en plein Bruxelles (Chloé Vanden Berghe), de l'importance écologique de la ville en tant que lieu de production de déchets, de la méconnaissance de la vie des rats pourtant au cœur de l'écologie urbaine (Aude Hendrick et Sophie Vanderschueren), de la prolifération des punaises de lit dans le sillon des échanges mondialisés et de ses conséquences différenciées sur la santé (Jean-Michel Decroly), de la génération d'une nature aussi impure que réjouissante dans les ruines laissées par un projet immobilier abandonné (Nicolas Schroeder), d'accueil et d'apprivoisement d'oiseaux en perdition (les martinets) dans une ville qui devient trop lisse (Ariane d'Hoop), et de la médiatisation du retour d'un héros transformé par la ville : le faucon pèlerin (Marius Pailhès).

Gageons que d'autres « bêtes urbaines » s'inviteront prochainement !

« Par le seul fait de leur existence, ils expriment le principe de liberté. Ce reflet nous choque lorsqu'on nous demande à nous animaux humains de montrer un QR code pour droit de passage alors qu'un papillon franchit le seuil sans permission. »
GILLES CLÉMENT[6] ❖

1. Il y a d'ailleurs là une forme de paradoxe pour une association en partie née d'une opposition au fonctionnalisme urbanistique, doctrine qui préconisait dans les décennies post-Seconde Guerre mondiale que la ville devait être rationnellement réorganisée autour de zones aux fonctions déterminées : habiter, travailler, se détendre.
2. Il faut bien distinguer le naturalisme, terme forgé par l'anthropologue Philippe Descola pour désigner notre mode de penser le monde (au même titre que l'animisme, qui est un autre mode), de la pratique naturaliste (effectuée par des naturalistes) qui consiste à observer et documenter la nature dans le sens commun qu'on donne à ce mot.
3. F. LORDON, 2021, « Pleurnicher le vivant », blog du *Monde diplomatique*, 29 septembre 2021 [https://blog.mondediplo.net/pleurnicher-le-vivant].
4. À ce sujet, voir J. CONFAVREUX, « Le "vivant" noie-t-il le poisson politique ? Allier le rouge et le vert au-delà de l'anthropocentrisme », *Revue du Crieur*, 2023/1, 22, pp. 108-125 [https://www-cairn-info.ezproxy.ulb.ac.be/revue-du-crieur-2023-1-page-108.htm]
5. Les références des autrices et auteurs cités ici sont généralement reprises dans la rubrique « Pour aller plus loin » à la fin de ce numéro.
6. G. CLÉMENT dans H. BONY et L. MOSCONI, *Paris animal*, p. 237.

ACCOMPAGNER L'ENSAUVAGEMENT

UNE PROMESSE D'ÉMANCIPATION ?

« *Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence.* » Cette sentence récente du ministre israélien de la Défense – outre qu'elle nous rappelle que toute guerre, a fortiori tout génocide, passe par la déshumanisation de l'ennemi – est possible parce que l'on réserve à la plupart des animaux un traitement inhumain. Cette assignation, ce devenir commun aux humains méprisés et aux animaux, peut-elle nous aider à penser les conditions d'existence dans les métropoles ?

Allan wei, chercheur et libraire

Le mot animal peut sembler évident, ce n'est pas le cas. Animaux de « compagnie », « d'élevage », « domestiques » ou encore « sauvages » : la terminologie permet de classer les espèces animales et, dans un même mouvement, de nous en extraire. Certains courants des sciences naturelles recourent à des modélisations quantifiant la répartition de la biomasse mondiale, le poids de leur matière organique au niveau planétaire. Dans leurs calculs, les animaux représenteraient deux gigatonnes de carbone, soit 0,47 % de cette biomasse, c'est-à-dire une part quantitativement infime du « vivant » [1]. Du point de vue de leur masse, les arthropodes (notamment les insectes) représentent la moitié des animaux. Au sein de l'autre moitié, les humains avec leurs mammifères domestiques et d'élevage représentent 96 % de la masse des mammifères, tandis que les oiseaux d'élevage représentent 70 % de la biomasse des oiseaux. Ces espèces domestiques, d'élevage et de compagnie occupent donc un poids prépondérant, tandis que les espèces rangées dans la catégorie des animaux sauvages semblent constituer autant d'exceptions à une condition animale majoritairement domestique.

Cette condition connaît actuellement d'importantes évolutions juridiques et politiques : en droit européen, depuis 2009, comme en droit civil belge, depuis 2020, l'animal n'est plus simplement la chose d'un propriétaire mais un être sensible ayant des besoins biologiques et dont le bien-être devrait être pris en compte. Les animaux obtiennent ainsi un statut intermédiaire : ils ne sont plus des choses au sens strict, mais n'obtiennent pas une personnalité juridique même incomplète [2]. Cependant, ces bouleversements dans le droit concernent principalement les animaux domestiques et, différemment, les animaux d'élevage, alors que les animaux vivant à l'état sauvage semblent actuellement exclus de cette évolution. Pourtant, dès 1991, l'ordonnance bruxelloise relative à la conservation de la faune sauvage et à la chasse les protège théoriquement, qu'ils soient mammifères, oiseaux, batraciens ou reptiles, tout comme leurs œufs, leurs habitats, refuges ou nids. La Région bruxelloise est donc compétente tant du point de vue des droits et intérêts de certains animaux que des milieux et habitats au sein desquels évoluent certaines espèces. Parce qu'il repose sur des fictions qui se traduisent en institutions, le droit constitue un marqueur de nos manières de faire monde. Comment expliquer ces différences manifestes de traitement, de statut et de protection entre ces trois catégories d'animaux (de compagnie, d'élevage et sauvages) ?

> Les humains avec leurs mammifères domestiques et d'élevage représentent 96 % de la masse des mammifères.

De nombreuses recherches, menées sur les liens entre question animale et question sociale, notamment en milieu urbain, pourraient nous apporter certains éléments de réponses. Des recherches critiques en sciences sociales suggèrent notamment que les animaux habitent (Despret, 2019), qu'ils peuvent être privés de leurs moyens de subsistance, que leurs capacités sont mises au travail (Guillibert, 2023), et qu'il peut leur arriver de se révolter (Fahim, 2022) [3].

CLASSER LES ANIMAUX SOUS LE PRISME DE LEUR MISE AU TRAVAIL

Lorsqu'on pense « animaux urbains » s'impose l'image des animaux de compagnie, lesquels occupent une place importante dans les foyers. Ces animaux domestiques effectuent des formes de travail affectif, qui font partie de la sphère plus large du travail reproductif. Il y a bien des contreparties à ce travail vivant (gîte, couvert, soins...) mais pas de rémunération, comme plus généralement pour celles qui assument des tâches domestiques. C'est notamment à partir de cette forme particulière d'attachement qu'ont émergé les notions de maltraitance et de bien-être animal. En effet, ces animaux bénéficient d'une individuation – ce sont des individus identifiés –, ils ont des prénoms, et font l'objet de soins attentionnés. Des métiers s'inventent à l'enseigne du care animalier et leur vie biologique fait l'objet d'une réglementation croissante : carnets de vaccination, traçage électronique et stérilisation forcée. On peut ainsi comprendre le bien-être animal comme un encadrement de la mise au travail des animaux domestiques, basé sur la satisfaction de leurs besoins biologiques et progressivement de leurs besoins affectifs. Il semble toutefois peu souhaitable de faire de l'avenir radieux et hybride de ces « espèces compagnes » (Haraway, 2019) le lot commun des animaux contemporains.

Les animaux d'élevage sont des homologues de ces animaux domestiques privilégiés, bien que leurs vies soient généralement soustraites au regard social et enfermées dans les élevages périurbains ou ruraux. L'emprise et la massification de ces élevages en font des foyers épidémiques qui ne cessent de croître. 75 % des maladies émergentes affectant les humains sont zoonotiques (Bartholeyns, 2022). Ici, pas de noms propres ou d'individus mais des lignées sélectionnées traçables et des matières presque entièrement valorisables dans les cycles industriels. La sensibilité de ces animaux-là se mesure à la limite de leur capacité à supporter leurs conditions de travail avant la mise à mort. Le principe technique du travail à la chaîne a été inventé dans les abattoirs de Cincinnati et Chicago, la chaîne permettant de faire circuler les corps des cochons et imposant aux travailleurs le rythme de « désassemblage » de ces êtres en matière utile. La condition des animaux d'élevage permet de repenser l'effroyable hypothèse d'une continuité entre mise au travail et mise à mort. L'exploitation de corps considérés comme des ressources peut conduire à une insensibilité complète au sort d'un groupe ou d'une communauté de vivants, qu'il s'agisse d'une race ou d'une espèce.

Les espèces vivant à l'état sauvage échappent en partie à ces deux formes de mise au travail. Nombre d'entre elles s'acclimatent aux milieux urbains, riches en ressources alimentaires, pauvres en prédateurs et relativement abondants en refuges. Ces espèces opportunistes fuient l'inhabitabilité croissante des zones rurales et périphériques, soumises aux modes contemporains d'occupation du monde. Certaines privilégient les zones industrielles et logistiques, plus hospitalières à leurs sens que les plantations alimentaires (et demain énergétiques) saturées de pesticides et de résidus d'extraction. On pourrait alors penser aux animaux sauvages et aux espèces férales (qui échappent à la condition domestique) comme des espèces marronnes, qui quittent leur place assignée, s'émancipent de la mise au travail et échappent à l'extinction par une fuite dans les marges et les interstices qui constituent autant de refuges multi-espèces malgré le développement de méthodes de contrôle et la répression du nourrissage. Denetem Touam Bona (2021) adopte la figure végétale de la liane pour désigner ces fuites en dehors du régime colonial vers des mondes opaques, humides et fertiles. On peut alors comprendre la prolifération actuelle d'espèces férales à l'aune des mouvements de libération des peuples colonisés et racisés dont l'appartenance à l'espèce humaine a d'ailleurs été questionnée et sous-tend encore les formes contemporaines de racisme systémique. On pense au réensauvagement des pigeons, fournisseurs de volaille urbaine pré-industrielle et de fertilisant azoté, désormais relégués au statut de nuisibles volants à contracepter. Mais aussi aux renards urbains qui marronnent dans un territoire régional bruxellois où ils ne sont pas considérés comme économiquement nuisibles, les enjeux agricoles étant pratiquement absents. Et encore à ces perruches qui répondent à leurs besoins en édifiant d'exotiques logements collectifs dans certains parcs. Autant d'espèces férales, sauvages, synanthropes ou liminaires qui trouvent dans les espaces urbains des possibilités d'habiter, hors des contraintes de la domesticité et des risques de la ruralité, sans pour autant y « travailler ». ➡

> La condition des animaux d'élevage permet de repenser l'effroyable hypothèse d'une continuité entre mise au travail et mise à mort.

ABONNEZ-VOUS !

[coupon à renvoyer à Inter-Environnement Bruxelles] *

1. ❒ **Je m'abonne / ❒ j'abonne un·e ami·e à *Bruxelles en mouvements***
[... et je fais ça en ligne ➪ www.ieb.be/Abonnez-vous-a-Bruxelles-en]

2. ❒ **pour un, deux, trois, _ _ an(s)**
❒ **24 € pour 6 numéros/an**
❒ **40 € à l'étranger pour 6 numéros/an**
❒ **à la vie, à la mort (= domiciliation)**

3. ❒ **Je verse la somme de _ _ _ _ € sur le compte d'IEB, avec la mention** *« Abonnement BEM »* **+ nom, prénom et adresse d'envoi de l'abonné·e**
IBAN : BE33 2100 0902 0446 / BIC : GEBABEBB

❒ **[Mandat de domiciliation] J'accepte votre offre et mandate IEB pour débiter une fois l'an mon compte bancaire du montant annuel de mon abonnement. Je peux mettre fin à mon abonnement par simple notification à ma banque.**

4. **Nom & prénom :** _ _ _ _

UNE PROLIFÉRATION D'ESPÈCES… QUI FORCE À PENSER

S'intéresser aux animaux sauvages urbains ne peut pourtant se résumer à l'adoption de nouveaux animaux de compagnie, à la préservation d'espèces en danger ou à la recherche d'alliances avec des animaux qui manifestent des formes de révolte face à la condition métropolitaine. Anna Tsing (2022) souligne la prolifération dans les ruines du capitalisme de certaines espèces. Déchaînées par l'exploitation intensive des terres, mobilisées par le nouveau régime climatique, elles se déplacent avec les chaînes d'approvisionnement. Parmi ces proliférations menaçantes, punaises, tiques et moustiques hantent les imaginaires racistes et pauvrophobes jusqu'à impacter les formes architecturales et urbanistiques. Ainsi dans les villes coloniales comme Lumumbashi, des zones tampons non édifiables, mises en place au nom de la prévention du paludisme, entre les zones réservées à l'élite blanche et celles destinées aux populations colonisées. Une étude menée entre 2007 et 2008 a identifié 21 espèces de moustiques en Belgique (dont deux exotiques), dont 16 peuvent être vectrices d'infections [4]. Elles sont présentes dans certains biotopes humides (marais et tourbières), dans certains commerces (pneus, pépinières) mais aussi dans les zones logistiques (ports, aéroports, stations services, décharges). La peur, voire la terreur, produite par le surgissement de ces espèces « barbares » dans un quotidien apparemment paisible, pourrait les requalifier en puissances terroristes, ce qui nous amène à tenter de les comprendre. Pour nous prémunir des conséquences dévastatrices de leur surgissement, mais aussi, plus fondamentalement, pour nous obliger à rectifier ce qui, dans l'ordinaire de l'administration du monde, produit leur déchaînement létal.

En ce sens, dans leur diversité de conditions d'existence et de subsistance, dans leur quête de bien-être, les animaux constituent des sentinelles de ce qui arrive, des lanceurs d'alerte. Comme l'écrit l'anthropologue Frédéric Keck (2023) dans sa recension récente de *Révoltes animales* de Fahim Amir (2022) : « *Ce n'est pas parce qu'ils sont sensibles et qu'ils souffrent que les humains doivent s'allier aux animaux, c'est parce qu'ils sont exploités et aliénés par un même système capitaliste.* » La situation matérielle des animaux, leur insertion dans l'économie politique et les manières par lesquelles nous interagissons avec eux, détermine effectivement le traitement qui leur est réservé. En ce sens, au-delà d'hypothétiques alliances, nous sommes invités au détour des conditions animales à un exercice réflexif : penser les conditions de vie des habitants des métropoles.

FERMENTS D'UNE LUTTE D'ÉMANCIPATION RENOUVELÉE ?

Face à l'effondrement de la biodiversité régulièrement mis en évidence par les rapports de l'IPBES (Intergovernemental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, parfois appelé le « Giec de la biodiversité »), les stratégies historiques de conservation sont en crise : les réserves naturelles, les outils génétiques de reconnaissance de la biodiversité, les associations internationales comme l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) qui prônent une comptabilité écosystémique et déterminent les listes d'espèces menacées au niveau mondial constituent autant d'évidences à mettre en débat. Il apparaît de plus en plus clair qu'il ne sera pas possible de préserver localement la diversité des espèces et des biotopes sans remettre en question les facteurs d'extinction, dont l'extractivisme et l'absence de limites, propre au régime capitaliste, sont les moteurs principaux.

> Punaises, tiques et moustiques hantent les imaginaires racistes et pauvrophobes jusqu'à impacter les formes architecturales et urbanistiques.

Face aux bouleversements climatiques, les migrations et déplacements d'espèces animales et végétales constituent aussi des motifs d'espoir : elles indiquent une capacité de certaines d'entre elles à adapter leurs formes et lieux de vie à ces bouleversements, et ce malgré les principales causes d'effondrement de la biodiversité – l'artificialisation et les changements d'affectations des sols – qui tendent à rendre ces adaptations plus difficiles. Ainsi que le suggère Fatima Ouassak (2023), une écologie orientée par les aspirations populaires devrait consacrer la liberté de circulation et d'installation comme de nouveaux droits protégeant, dans les temps catastrophiques, les adaptations mises en pratique par les premiers concernés.

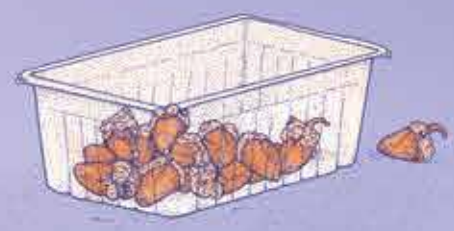
> *« Ce n'est pas parce qu'ils sont sensibles et qu'ils souffrent que les humains doivent s'allier aux animaux, c'est parce qu'ils sont exploités et aliénés par un même système capitaliste. »*

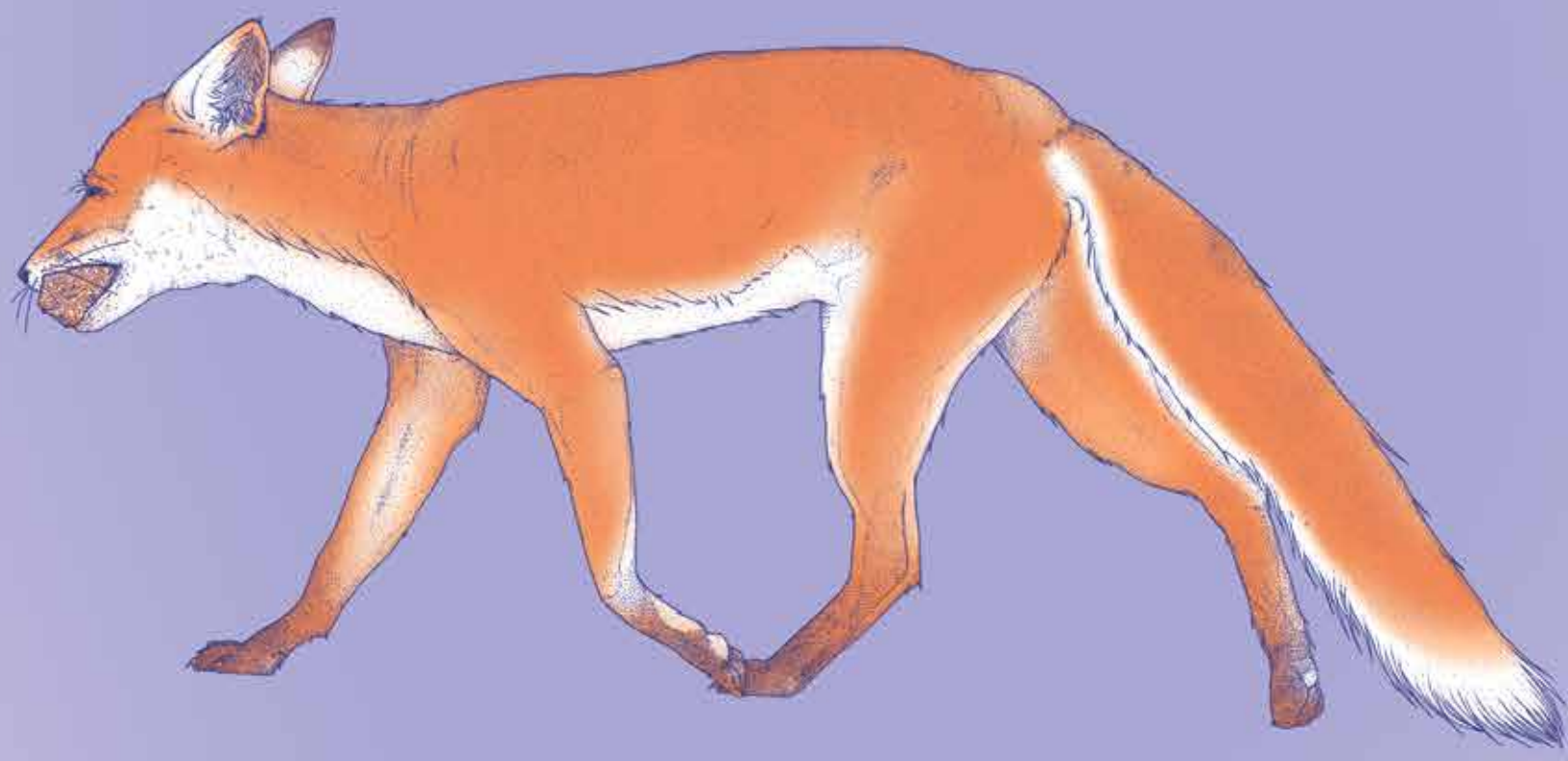
> Il apparaît de plus en plus clair qu'il ne sera pas possible de préserver localement la diversité des espèces et des biotopes sans remettre en question les facteurs d'extinction.

Cette liberté de circuler, de s'installer et de n'être pas trop gouvernés, pourrait s'appliquer aux humains comme aux espèces non humaines, malgré les doutes formulés quant à la possibilité de nouer des alliances. Comment faire parler ou parler au nom d'entités si on les considère dénuées d'intentions et de langages ? Comment mettre en place une représentation juridique de personnes physiques non humaines (fleuves, rivières, plantes, animaux, biotopes) ? Il est possible de s'entraîner à observer une production de signes à même les corps, les gestes et les pratiques. Ce jeu sémiotique nous permet de comprendre et d'interpréter l'effondrement ou l'épanouissement de ces espèces, leur vitalité et leur mortalité, comme des déclarations assez claires de leurs préférences et répulsions. Il n'est pas impossible de constituer des alliances entre groupes radicalement différents pour autant que l'on donne considération aux besoins et revendications « subalternes » – au sens que lui donne James Scott (2021) : des acteurs ou groupes oubliés par les récits historiques – lesquels s'expriment rarement dans les mêmes termes que les besoins des classes dominantes. En cela, l'analyse matérialiste marxiste, qui tente d'objectiver par une analyse quantitative et qualitative l'état des sociétés et la composition des classes sociales, n'est pas sans affinités avec l'analyse matérialiste écologique, qui tente d'objectiver par une analyse quantitative et qualitative la diversité des biotopes et des espèces.

Penser la condition humaine à partir du sort fait aux autres espèces animales, et à partir de l'appartenance de l'espèce humaine à un paysage complexe de rapports d'exploitation et de coopération, pourrait nous amener à appeler certaines espèces compagnes, comme des voisines avec lesquelles nous partageons non seulement des espaces cohabités, mais aussi une partie au moins de nos conditions de vie, jusqu'à envisager d'inclure les autres qu'humains comme compagnes de lutte dans un plan d'émancipation renouvelé. ❖

1. Y. BAR-ON, R. PHILLIPS & R. MILOA, « The biomass distribution on Earth », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 115, n° 25, 19 juin 2018 [https://www.pnas.org/doi/full/10.1073/pnas.1711842115].
2. A. DESPRET, « L'animal, quasi-chose ou quasi-personne ? », *Annales de droit de Louvain*, 2022/2 – 22 juin 2023, numéro thématique : les animaux et le droit.
3. Les références indiquées entre parenthèses sont reprises dans la rubrique « Pour aller plus loin », à la fin de ce numéro.
4. COOSEMANS et al., « Nationwide inventory of mosquito biodiversity (Diptera : Culicidae) in Belgium, Europe », *Bulletin of Entomological Research* n° 103, 2013, p. 193-203.





(CE) QUE FONT LES RENARDS À BRUXELLES ?

Depuis les années 1990, le renard roux (*Vulpes vulpes*) a pris ses aises dans la capitale où il bénéficie d'une protection stricte. Aujourd'hui, qu'elles soient recherchées ou appréhendées, les interactions entre renards et humains sont devenues banales. Le nourrissage est fréquent même s'il est vivement déconseillé par les autorités. Mais que sait-on de la vie des renards en ville ? Qui sont-ils ? Que font-ils ? Et qu'y fabriquent-ils ?

Chloé Vanden Berghe, chercheuse à l'ULB

« Quand ils crient, on dirait que quelqu'un se fait égorger. » « Pour elle, c'est comme ses enfants. Ils font vraiment partie de son quotidien. » « Mon préféré, c'était Foxy. C'est parce qu'il me regardait dans les yeux. Il y avait comme un lien. » « J'ai arrêté de les nourrir parce que, quand mon chat préféré a disparu, je n'ai pas su m'enlever ça de la tête, que c'était eux qui l'avaient tué. » « Non, je le jure, il me poursuit ! Il est installé sur ma terrasse en mode normal. On a l'impression qu'on a affaire à un animal limite domestiqué. »

Partout à Bruxelles, des présences de renards sont notifiées, attendues, appréhendées par de nombreux·ses habitant·es. Les rencontres entre des renards et des humains foisonnent au sein de cette ville densément peuplée. Mais si les témoignages abondent du « côté humain » des relations, en revanche l'absence de langage articulé fait obstacle de l'autre. Des cuisses de poulet scellent des alliances, des souliers disparaissent mystérieusement, des poubelles dévoilent leur contenu sous l'assaut de coups de canines, des silhouettes furtives traversent les chaussées. Mais qui sont les renards ? De quoi vivent-ils ? Comment vivent-ils ? Les moins timorés peuvent laisser penser que c'est l'espèce entière qui se « domestique » au contact de la grande ville. Mais qu'en est-il une fois les fausses évidences dépassées ?

FAIRE ÉMERGER DES VIES ANIMALES

Ma thèse de doctorat m'a amenée à faire la connaissance de certains renards. Pendant plus d'un an, je suis allée observer des renards pendant la nuit, deux fois par semaine. J'ai également placé des caméras qui filment en continu depuis février 2023. L'ensemble du dispositif vise à suivre trois groupes de renards voisins pour comprendre leur quotidien. Il a l'avantage de permettre l'identification de chaque individu. Ce faisant, il permet de saisir des vies animales singulières et d'en faire émerger des récits, une autre manière de documenter et comprendre la vie animale au cœur de la ville.

La reconnaissance individuelle des animaux demande un certain entraînement mais avec de l'expérience, des détails qui n'étaient pas apparents durant les premières observations peuvent être notés. Les subtiles variations de leur pelage, de leur corpulence, de leurs formes (queues, museaux, oreilles) et de leurs contours se manifestent, deviennent soudain évidents, et leur face se complexifie pour prendre la forme d'un visage. La forme des yeux, leur écartement, la taille du museau, la largeur de la face et la couleur du poil surgissent, et le regard d'un individu ne ressemble plus à aucun autre[1].

> Pendant plus d'un an, je suis allée observer des renards pendant la nuit, deux fois par semaine.

Les renards que j'ai rencontrés vivent dans une cité-jardin qui s'étale sur une douzaine d'hectares. Les rues sinueuses au relief important offrent des espaces verdoyants pour les habitant·es et pour la faune. Elles débouchent sur de plus grandes avenues, très fréquentées durant le jour, et très prisées pour les courses urbaines durant la nuit. Au pied d'immenses bâtiments sociaux, pour qui a l'œil entraîné, il est possible de voir des traces des goupils : des empreintes, un terrier, des trous dans les grillages, des poubelles éventrées, des plumes de pigeons ou de geais.

SE NOURRIR DE LA VILLE

Les renards urbains tout comme leurs congénères des campagnes sont omnivores. Ils ne font pas de reste des noix, des châtaignes et des fruits pourrissant au pied des arbres fruitiers du potager de quartier. Cependant, ils trouvent également leur compte en protéines en se nourrissant d'invertébrés, de pigeons, de corvidés, de rats, de souris et de mulots. Des poules achetées par les gestionnaires de la cité-jardin ont péri par deux fois : la première du fait d'un renard, la seconde d'une fouine à la suite d'un oubli, le poulailler n'ayant pas été fermé. Une habitante, qui les nourrit quotidiennement, explique avec un certain amusement avoir trouvé dans son jardin les restes des volailles. Les déchets laissés par les renards dans la cité dévoilent les intimités et questionnent la propriété privée. Un couple d'habitants retraités possédant un jardin particulièrement apprécié des renards affirme que « *chaque jour, c'est la même chose, on retrouve des couches de bébés, des restes des repas : on sait exactement qui a mangé quoi pendant la semaine* ».

Les renards de la cité se nourrissent bien sûr des poubelles déposées sur les trottoirs deux fois par semaine. Les sacs blancs et les sacs orange sont les plus déchiquetés, mais les sacs bleus restent rarement intacts s'ils contiennent des boîtes de pâté pour chien ou pour chat. Le nourrissage est également une source de nourriture fréquente et variée : des cœurs de poulet, des croquettes pour chien et de la pâté sont distribués dans des gamelles ; des morceaux de saucisse, de tartines beurrées, ou des petits sachets plastiques renfermant de la viande cuisinée sont jetés des étages supérieurs ; des sacs en carton contenant

des tacos sont même déposés à l'entrée de l'école primaire. L'habitant qui les y laisse connaît bien la femelle qui l'attend, surnommée Toumaï, avec qui il partage des séances de jeux – comme s'il s'agissait d'un chien. Enfin, des restes de repas sont déposés dans les jardins à l'arrière des maisons. Les habitant·es ne regardent pas les renards les manger, mais savent qu'il ne restera rien au petit matin. La pratique du nourrissage dépend de l'accès des habitations à ces renards : avoir un jardin peut mener à un rapport horizontal, de proximité ; l'inverse implique un rapport vertical, du haut d'une fenêtre.

> Les renards de la cité se nourrissent bien sûr des poubelles déposées sur les trottoirs deux fois par semaine.

VIVRE EN RENARD À BRUXELLES

Si le quotidien des renards de la cité-jardin s'entremêle à celui des habitant·es, que se passe-t-il pour eux lorsqu'aucun œil familier ne se pose sur leurs activités ? Qui sont les renards quand ils ne sont pas avec les humains ? Dans la cité-jardin, j'ai pu distinguer au moins trois groupes sociaux qui se répartissent en trois domaines vitaux différents [2]. Les groupes comptent entre quatre et huit adultes, et les domaines vitaux peuvent se superposer aux frontières : les individus ne sont pas strictement territoriaux. Au cours de ma recherche, j'ai eu la possibilité de suivre plus précisément l'un de ces trois groupes. Le récit de son existence et de celle de ses membres successifs commence en 2019.

En mars de cette année-là, Max – une femelle aux yeux en forme d'amandes – rencontre Valérie D., une nourrisseuse. Une relation de confiance s'établit et Max accepte bientôt de manger dans la main de Valérie. En juin 2019, la femelle invite ses deux juvéniles dans le jardin de l'habitante. Cette dernière interprète ce comportement comme une marque de profonde confiance : « *C'est un bonheur de la retrouver chaque soir. On est à un mètre l'une de l'autre,* [et] *rien qu'à sa façon de se comporter, on sent la confiance. Je ne me lasse pas de la regarder et, les nuits venues, j'espère qu'il ne va rien lui arriver, ainsi qu'aux bébés. Le lendemain, je l'attends avec impatience…* » En mars de l'année suivante, Max met de nouveau bas. Deux des trois juvéniles de l'année précédente sont toujours dans le domaine vital : un mâle et une femelle aux oreilles arrondies, Plume. En tant que femelle « aidante », Plume aide sa mère à élever les nouveaux juvéniles. En mars 2021 et 2022, Max se reproduit pour la troisième et quatrième fois. Une autre de ses filles, issues des portées précédentes, se reproduit également et les deux femelles élèvent ensemble leurs petits. Plume est toujours présente et aide encore à l'élevage de la nouvelle génération.

L'activité reproductrice de Max nous indique son statut social au sein du groupe. En effet, chez les renards roux, la dominance est associée à la reproduction et à la maintenance de la connectivité avec les autres membres [3]. Ayant au moins cinq ans – un âge respectable, puisque l'espérance de vie des renards urbains dépasse rarement deux ans – et ayant assuré au moins quatre portées, Max est probablement un individu très important. Elle se trouve en haut de la hiérarchie sociale et assure la connectivité du groupe.

Les histoires de renards ressemblent à bien des égards à celles des humains et peuvent prendre des tournures dramatiques. En janvier 2023, Max disparaît soudainement, probablement tuée dans un accident de la route. Cet accident transforme profondément la stabilité du groupe social auquel elle appartenait.

En premier lieu, M2, un mâle avec qui elle avait été souvent observée, quitte brutalement la zone pour occuper un nouveau domaine vital au sein d'un groupe voisin. En second lieu, un nouveau mâle, grand, dominant, curieux et à la queue retroussée, apparaît : Tobbie. Ce nouvel individu, très sociable, se lie avec une femelle subordonnée, Habibi, et un mâle subordonné, Noirot. À la fin de l'hiver, les trois renards sont régulièrement vus ensemble, engagés dans de longues séances de jeux. Tobbie socialise en revanche peu avec Kiwi, une femelle peu connectée avec le reste du groupe, et par intermittence avec Nour et avec Plume – la fille de Max. En avril 2023, un nouvel événement vient secouer l'ensemble des renards du groupe : Plume décide de creuser un nouveau terrier dans le jardin de Valérie. L'opération intéresse tous les autres membres. Habibi, très volontaire, coopère activement ; Noirot et Tobbie invitent à des séances de jeu et exhibent des comportements sexuels ; Nour et Kiwi reniflent l'intérieur du terrier de temps en temps. Le jardin de Valérie se transforme bientôt en aire de jeux, et mes caméras s'activent dès le crépuscule pour capturer des centaines d'images de renards socialisant ensemble, un événement très rarement observé. Mais les choses changent drastiquement quand Valérie clôture l'extérieur du terrier pour assurer la sécurité de ses chiens. La nouvelle disposition des lieux ne permet plus aux goupils de se poursuivre en courant d'un bout à l'autre du jardin et les jeux cessent subitement. Le terrier est terminé.

> La compréhension fine de subtils changements de comportement et l'attention aux choses qui comptent pour eux nous font découvrir des histoires insoupçonnées.

Une semaine après cet incident, Kiwi, qui a mis bas, choisit d'y déplacer ses juvéniles. Probablement sous l'effet du stress induit par des conflits avec Kiwi et du déséquilibre suivant la mort de Max, Tobbie commet un infanticide sur l'un des trois juvéniles de Kiwi. Ce cas de cannibalisme (le juvénile ayant été partiellement mangé) survenu en mai 2023 n'avait encore jamais été rapporté chez les renards, au contraire de nombreuses espèces de canidés.

Les incidents se poursuivent. En juin 2023, la queue de Tobbie se fait sectionner. Si le mâle parvient à se déplacer normalement le premier jour, son état se dégrade rapidement et mes caméras capturent de moins en moins sa silhouette. Après deux semaines, il apparaît amaigri, raide et claudiquant. Il disparaît en juillet 2023, probablement mort à la suite de sa blessure. À nouveau, le décès de Tobbie transforme profondément le groupe social. Un acteur qui n'avait plus été observé dans la zone depuis plus de six mois refait subitement son apparition : M2, l'ancien allié de Max. Habibi et Noirot réagissent à la mort de Tobbie, avec qui ils partageaient de nombreuses connexions, et quittent progressivement la zone. À leur place, un nouveau mâle ressemblant à Noirot mais occupant un statut social beaucoup plus dominant apparaît : Syrius. Enfin, les deux juvéniles de Kiwi, désormais subadultes, explorent les environs et se montrent pour la première fois devant les caméras. Kiwi, qui connectait peu avant le départ de Tobbie, socialise désormais avec Syrius, M2 et ses deux juvéniles. Elle a désormais un rôle central dans le groupe et assure la connectivité entre ses membres.

DES RÉCITS COMPLEXES

Les récits racontés ici nous montrent qu'il n'existe pas une réponse toute faite à la question « qui sont les renards ? ». Certains renards sont farouches et ne s'approcheront jamais, même d'une main qui les nourrit. D'autres sont curieux et familiers, au point de pénétrer dans des bus ou à l'intérieur d'habitations qu'ils ne connaissent pas. Il existe des renards qui vivent des années, accumulent de l'expérience, se lient d'amitié avec des humains et avec d'autres renards, assurent un rôle important dans la connexion avec les membres de leur groupe. Il existe aussi des renards qui vont et viennent au gré des fréquentations, et des renards solitaires ne s'établissant jamais vraiment. Les renards à Bruxelles peuvent être les sujets de récits variés, possèdent des expériences qui sont le fruit d'amitiés, de conflits, de négociations. Les renards connaissent des pertes, des changements, transforment leur environnement, et participent à la fabrication de la ville, à leur hauteur : les renards ont aussi des histoires.

Accorder un autre régime d'attention aux vivants qui nous entourent permet non seulement de voir qu'il existe un foisonnement de vies et de traces sous nos yeux et aux pieds de nos bâtiments, mais aussi de constater que ces vies s'organisent autour de récits complexes et raffinés. L'observation attentive des renards et de leurs traces, la compréhension fine de subtils changements de comportement et l'attention aux choses qui comptent pour eux nous font découvrir des histoires insoupçonnées. Les animaux aussi vivent des événements. Il suffit finalement d'apprendre à connaître quelques renards pour se rendre compte qu'un fait qui semblait banal révèle en réalité une négociation subtile, fruit d'une vie passée dans des groupes sociaux élaborés et denses, autorisés par une ville dense qui les protège et produit d'abondants déchets ménagers. ❖

1. C. VANDEN BERGHE, « Vivants dans la ville. Les renards roux du bois de la Grappe (Région de Bruxelles-Capitale) », *Géo-regards*, 2023. En cours de publication.
2. Le domaine vital correspond à l'aire dans laquelle vit un mammifère (ou un groupe de mammifères), qui permet de répondre à ses besoins essentiels (nourriture, eau, repos, etc.). Le domaine vital peut ou non se superposer au territoire, qui correspond à l'espace défendu par le mammifère d'autres congénères.
3. P.BAKER, C. ROBERTSON, S. FUNK & S. HARRIS, « Potential fitness benefits of group living in the red fox, Vulpes vulpes », *Animal Behavior* 56, 1998, p. 1411-1424 ; J. DORNING, *Social structure and utilisation of food patches in the red fox, a solitary foraging canid*, Phd thesis, University of Bristol, 2016.

SI PROCHES ET POURTANT MÉCONNUS

NOS VOISINS LES RATS

Dans les villes, la cohabitation entre les humains et les animaux est l'objet d'un intérêt croissant et suscite progressivement, quoique timidement, l'intérêt des chercheurs. Ces derniers reconnaissent qu'on en sait aujourd'hui davantage sur l'ours blanc et la baleine bleue que sur les espèces qui, comme le rat, vivent dans notre voisinage immédiat [1].

Aude Hendrick et Sophie Vanderschueren,
commissaires de l'expo « Rattus »

Rattus norvegicus est le nom savant d'une espèce qui porte de nombreuses autres appellations : rat brun, surmulot, rat des villes ou encore rat d'égout. En ville, ce rongeur se rencontre notamment dans le vaste réseau d'égouts, appréciant leur chaleur constante, leur humidité et se nourrissant des nombreux restes alimentaires qui y atterrissent. Les égouts sont pour cette espèce le lieu parfait : ils offrent le gîte et le couvert, qui plus est à l'abri des prédateurs ! Comme d'autres animaux proches de nous (pigeons, souris…) parfois appelés « liminaires » (ni sauvages, ni domestiques, mais vivant en liberté à proximité des humains), le rat bénéficie des activités humaines et des déchets que nous produisons.

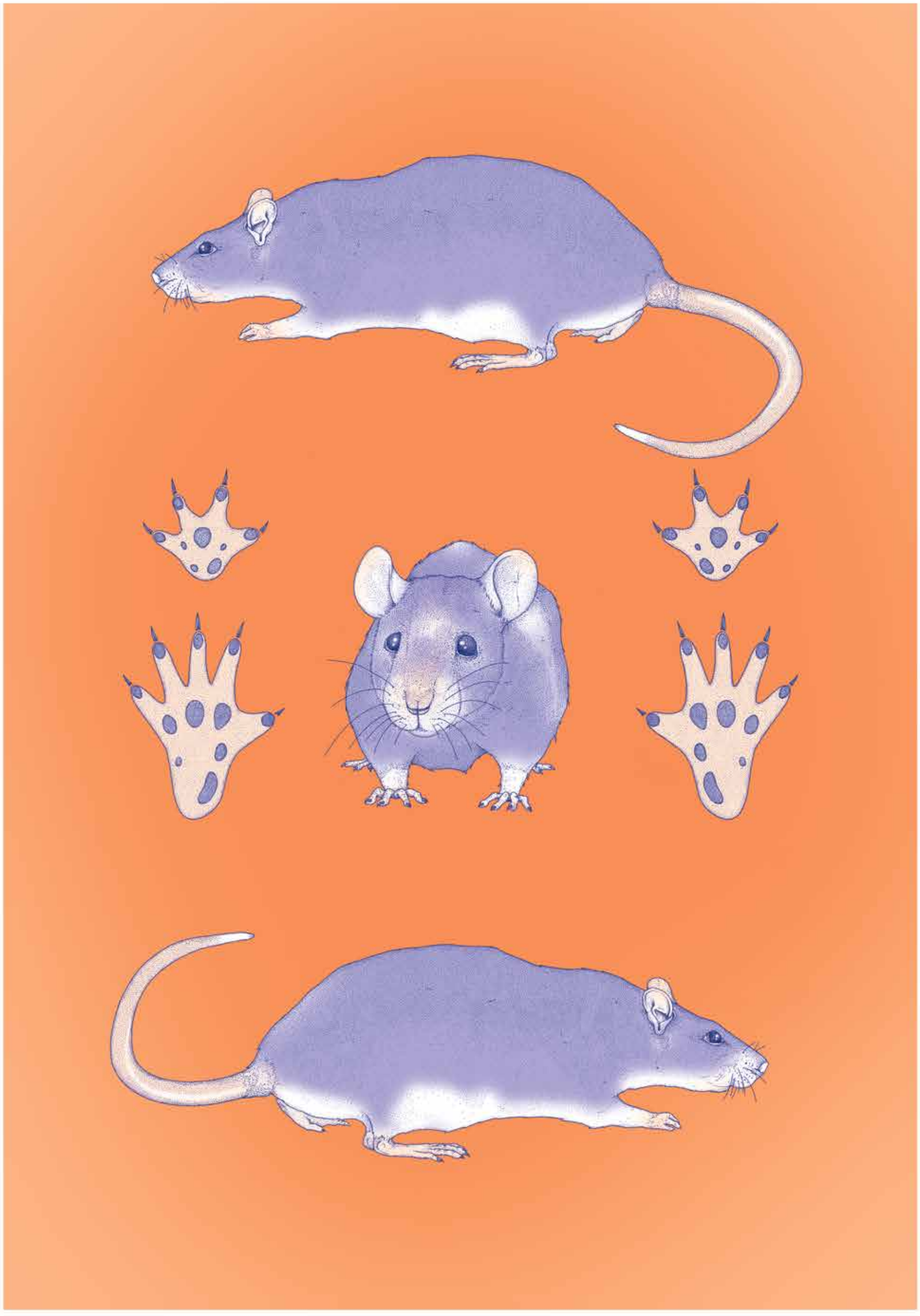
Les rats bruns ont tendance à vivre en colonie, réunissant de 20 à 100 individus. Leur habitat de prédilection se situe dans les zones humides (berges, égouts, ports, caves, dépôts d'ordures ou encore espaces verts). Ils creusent des terriers complexes situés à 40 centimètres de profondeur. Les nids sont constitués de matériaux divers glanés à proximité : végétaux, papier, carton, chiffons, frigolite, plastiques… Ces terriers sont toujours situés à proximité de sources de nourriture. Seulement, la grande majorité des études scientifiques portant sur l'écologie des rats ont lieu en surface, ce qui constitue un biais non négligeable. Les rats aperçus en rue sont-ils les mêmes que ceux qui fréquentent les égouts ? Dorment-ils réellement dans l'égout ou ne font-ils qu'y passer pour se nourrir ? Quel est l'impact des crues et débordements d'égouts en cas de fortes pluies sur la population de rats ? Il y a là matière à investiguer.

Hôte familier des égouts, mais aussi des parcs, caves et jardins – où il est rarement le bienvenu –, le rat suscite la peur, la fascination, la curiosité ou encore le dégoût. Comme d'autres animaux de la faune urbaine, le rat est souvent qualifié de nuisible ou d'indésirable. Mais que sait-on vraiment à son sujet ? N'est-il pas temps de balayer quelques idées reçues et stéréotypes qui lui collent à la peau ? Peut-on envisager une coexistence apaisée avec le rat ? Ces questions sont actuellement soulevées dans le cadre de l'exposition « Rattus » qui se tient jusqu'au 16 juin 2024 au Musée des Égouts de la Ville de Bruxelles.

> Si la prolifération des rats fait parfois les gros titres, les données chiffrées sont fantaisistes et ne reposent sur aucun comptage scientifique.

COMBIEN SONT-ILS À BRUXELLES ?

Que ce soit à la campagne ou en ville, la potentielle prolifération des rats inquiète. Ces champions de la fertilité peuvent se reproduire toute l'année si les conditions sont favorables. Comme chaque jeune atteint la maturité sexuelle après six à huit semaines d'existence et que le temps de gestation est de 22 à 24 jours, il a été calculé qu'une population pourrait théoriquement passer de 2 à 15 000 individus en un an si les ressources étaient illimitées. Mais tout cela est purement théorique, l'espérance de vie d'un rat sauvage dépassant rarement un an. Si la prolifération des rats fait parfois les gros titres, les données chiffrées sont fantaisistes et ne reposent sur aucun comptage scientifique. Les chercheurs qui traitent de ces questions dans d'autres métropoles affirment qu'il est impossible d'estimer la population à l'échelle d'une ville, ni même d'un quartier. En effet, les populations de rat sont réparties de manière hétérogène sur le territoire et, lorsqu'on dénombre les rats dans un parc, les chiffres ne peuvent en aucun cas être extrapolés à l'ensemble d'un quartier, d'une commune et encore moins d'une région. En revanche, il est certain que les rats deviennent parfois plus visibles, lorsque des travaux, des crues, ou une grève des éboueurs les poussent ou les invitent à remonter à la surface [2].



SERVIABLE OU VECTEUR DE MALADIES ?

Le rat appartient à la famille des rongeurs. Ronger est pour lui un besoin vital. Ses deux incisives à croissance continue peuvent en effet pousser jusqu'à 14 centimètres par an. Et quand il s'agit de ronger, il ne fait pas la fine bouche, au grand malheur de ceux qui cohabitent avec lui. L'émail de ses incisives comporte du fer, ce qui leur confère la même dureté que l'acier. Il peut ainsi ronger des objets très variés tels que les poubelles, câbles, meubles en bois, portes ou même un mur de béton. Certains considèrent que le rat joue un rôle utile dans l'écosystème urbain en tant qu'auxiliaire des éboueurs lorsqu'il mange les déchets organiques qui jonchent nos rues. Il mange jusqu'à 10 % de son poids par jour ce qui équivaudrait à 9 kilos de déchets par an par individu. Les égoutiers témoignent aussi de son utilité dans le curage des égouts et ils accordent une grande importance à son comportement sous terre, car cela peut les avertir de l'arrivée subite d'une crue. Les moustaches ou vibrisses du rat sont très sensibles aux changements de courants d'air, les rendant précieux sous terre.

> Dans notre imaginaire, associé à la maladie et à la pauvreté, le rat reste le symptôme d'une ville sale.

Mais dans notre imaginaire le rat, associé à la maladie et à la pauvreté, reste le symptôme d'une ville sale. Cette association provient non seulement de son comportement détritivore et de sa capacité destructrice, mais surtout d'un traumatisme historique majeur qui le lie à la peste bubonique. Pourtant, il s'agit là aussi d'une méprise sur le rôle joué par le rat dans la transmission de cette épidémie longtemps dévastatrice. Car c'est bien la puce (*Xenopsylla cheopsis*) du rat noir (*Rattus rattus* ou rat des champs) qui est le vecteur de la maladie chez son hôte. Lorsque le rat succombe à la maladie, la puce recherche un nouvel hôte à parasiter (parfois un humain vivant à proximité).

Mais le rat brun de nos égouts est-il aujourd'hui le transmetteur de maladies ? Il n'y a à ce jour aucune étude scientifique affirmant que le rat soit porteur de plus de maladies que le renard, le chien ou d'autres animaux urbains. Par ailleurs, la probabilité de se faire mordre par un chien en ville est nettement plus élevée que celle de se faire mordre par un rat. Les professionnels qui sont quotidiennement au contact des rats, tels que les dératiseurs et les égoutiers, en témoignent : le rat opte systématiquement pour la fuite plutôt que l'attaque.

Parmi les zoonoses les plus fréquemment associées aux rats figure la leptospirose. Elle a longtemps été appelée la maladie des égoutiers (*rattenziekte* en néerlandais), mais elle n'est en réalité aujourd'hui plus très répandue dans ce milieu professionnel. En cas de contact avec les urines d'un rat infecté par la maladie, l'équipement de l'égoutier est aujourd'hui suffisant pour prévenir le risque d'infection : lunettes, gants, bottes et combinaisons étanches à l'eau [3].

VERS UNE GESTION DURABLE DU RAT EN VILLE ?

Malgré l'absence de consensus scientifique sur la transmission de maladies par les rats, nos sociétés s'octroient la légitimité de réaliser de grandes campagnes de dératisation avec une diversité de stratégies d'extermination plus ou moins cruelles, héritage de siècles de lutte acharnée.

L'Instituut voor Natuur en Bos (INBO) s'est ainsi penché sur l'évaluation des différentes méthodes d'extermination des rats et souris en prenant en compte des critères liés au bien-être animal. Cette étude classe le recours aux rodenticides (raticide ou « mort aux rats ») de seconde génération dans les pires méthodes [4]. Ce poison ne tue pas le rat directement, afin que ses congénères, de nature très méfiante, ne puissent pas faire le lien entre la consommation de l'appât et le décès. Il faut donc attendre plusieurs jours avant que le rat (et ses congénères) ne succombe à des hémorragies internes [5]. Bien qu'interdite d'utilisation en Région bruxelloise par l'ordonnance relative à la conservation de la nature (2012), il s'agit pourtant de la méthode la plus largement utilisée. Selon le département nature et biodiversité de Bruxelles Environnement, de nombreuses entreprises et communes demandent des dérogations ou se trouvent en situation d'infraction faute d'alternatives efficaces et faciles d'emploi.

Dans les égouts bruxellois, deux campagnes annuelles de « destruction massive » (sic) sont organisées dans les 2 000 kilomètres du réseau d'assainissement, l'une au printemps, l'autre à l'automne. Les appâts sont descendus dans chaque égout à l'aide d'un fil en acier inoxydable. Ces campagnes ont pour objectif de maintenir les populations de rat sous contrôle. Or, il n'existe ni comptage préalable ni études scientifiques démontrant l'impact de ces campagnes sur les populations de rats. Outre son éthique douteuse, cette méthode comporte des risques pour notre environnement. Une partie des rodenticides mis en place dans le réseau d'égouttage menace en effet d'être emportée et de se retrouver dans le milieu naturel (la Senne ou le canal par exemple). Différentes études allemandes démontrent la présence de rodenticides dans plus de 80 % des tissus de poissons de rivière analysés et même dans les tissus de la loutre d'Europe, une espèce protégée [6].

L'utilisation des poisons ne devrait être envisagée qu'en dernier recours, après avoir mis en place d'autres techniques de prévention telles que l'utilisation de poubelles hermétiques dans les lieux publics, le respect des horaires de collecte des déchets, l'arrêt du nourrissage des pigeons, des chats errants et la limitation de l'accès des rongeurs aux égouts. En réduisant drastiquement les sources de nourriture et les habitats propices, il est possible de limiter naturellement les populations de rats. Diverses campagnes de sensibilisation ont été menées par des communes bruxelloises ainsi qu'au niveau régional par Bruxelles Environnement, mais leurs effets sont relatifs.

> En réduisant drastiquement les sources de nourriture et les habitats propices, il est possible de limiter naturellement les populations de rats.

> Au même titre que l'écureuil, le moustique ou le pigeon, le rat vivra toujours à nos côtés et cette coexistence soulèvera toujours des questions cruciales sur la gestion des déchets.

De nouvelles méthodes non chimiques de dératisation émergent et peuvent s'avérer utiles lorsque la prévention ne suffit pas, notamment dans des quartiers fortement urbanisés offrant de multiples sources de nourriture, avec des connexions aux égouts et immeubles à l'abandon, où l'activité des rats est favorisée. Une de ces méthodes se nomme « Smartrap ». Ces pièges intelligents collectent d'abord des données sur l'activité des rats avant de passer à la phase de capture. Lorsque celle-ci est activée, les rats meurent par noyade en une à deux minutes. Certes, en termes de bien-être animal, le dispositif reste controversé mais, au moins, aucun produit toxique n'est rejeté dans l'environnement et le taux de capture d'animaux non ciblés semble très faible.

La clé pour évoluer vers une gestion de la population de rats plus respectueuse et durable est largement connue des services communaux et des professionnels de la dératisation (comme l'illustre l'extrait d'interview ci-dessous). Tous suggèrent d'investir dans la prévention, la sensibilisation et la responsabilisation des citoyens afin de gérer le problème à sa source : s'il y a des rats, c'est qu'il y a une source de nourriture à proximité.

> *« C'est petit à petit, à force d'expérience, que l'on apprend à gérer les habitants, ce qui est un facteur important, qui est pratiquement plus compliqué que de gérer les rats eux-mêmes. Il faut donc développer tout un langage : calmer les uns, essayer de les faire rire, leur dire que, quand même, ils sont beaucoup plus intelligents qu'un petit rongeur qui ne vit qu'un an pratiquement et que, franchement, c'est leur intelligence contre la vôtre et que donc vous devez vous montrer à la hauteur. Autrement dit : de faire participer les habitants.* [...] *Ce que j'apprécie beaucoup c'est de donner des clés de solution aux gens, de les aider dans le cadre des interventions et de leur dire, maintenant, c'est à vous* [7]. »

Cela ne dispensera cependant pas de mener une réflexion à l'échelle collective sur la gestion des déchets (surtout organiques) à Bruxelles. Les « petits gestes » ne suffisent jamais.

VOISIN UN JOUR, VOISIN TOUJOURS

Le rat a merveilleusement réussi à s'adapter à l'écosystème urbain. Sa présence reste cependant problématique et à l'origine de nombreux conflits. Or cette présence indésirée découle souvent de l'abondance de nourriture. Si les sources de nourriture se raréfiaient, une autorégulation s'opérerait naturellement sans devoir recourir à des poisons nocifs pour l'environnement et les animaux non ciblés.

Malgré tout, au même titre que l'écureuil, le moustique ou le pigeon, le rat vivra toujours à nos côtés et cette coexistence soulèvera toujours des questions cruciales sur la gestion des déchets, la santé publique, la biodiversité urbaine et les interactions entre espèces. Pour traiter au mieux ces questions, il est sans doute nécessaire de trouver une forme de sérénité par rapport à la présence du rat brun en ville et de travailler à un changement de regard sur cette espèce.

Or, on connaît si peu de lui ! L'exposition « Rattus » et cette contribution susciteront-elles la curiosité de certains scientifiques afin de mieux décrire l'espèce au niveau écologique, épidémiologique, voire de mener des études sociologiques sur la relation que nous entretenons avec *Rattus norvegicus « bruxellensis »* ? Pour déconstruire certaines légendes urbaines, il apparaît urgent de mener des enquêtes scientifiquement fondées. ❖

1. Voir notamment le documentaire de Maria Wischnewski diffusé sur Arte (2022), qui présente les recherches menées sur le rat dans plusieurs villes aux quatre coins du monde [https://www.arte.tv/fr/videos/100821-000-A/les-rats-des-villes].
2. C. SEURAT, (2020), « Les rats à Paris. Le monde souterrain fait surface », *Controverses*. Mode d'emploi [https://controverses.org/mode-demploi/rats.html].
3. En Belgique, d'après Sciensano, quelques dizaines de cas de leptospirose sont diagnostiqués chaque année et bon nombre de ces infections sont contractées lors d'un voyage à l'étranger, le plus souvent à la suite d'une baignade ou d'un sport pratiqué en eau douce, car d'autres animaux abritent des leptospires dans leurs urines.
4. C. DE RUYVER et al. (2022), « Assessing animal welfare impact on fourteen control and dispatch methods for house mouse (Mus musculus), Norway rat (Rattus norvegicus) and black rat (Rattus rattus) », *Animal Welfare,* 2022 [https://doi.org/10.1017/awf.2022.2].
5. En Europe, l'usage de rodenticides à base d'anticoagulant est strictement limité par le règlement REACH afin d'éviter le risque d'empoisonnement d'espèces non ciblées et la résistance génétique des rats aux anticoagulants.
6. M. KOTTHOFF et al., « First evidence of anticoagulant rodenticides in fish and suspended particulate matter : spatial and temporal distribution in German freshwater aquatic systems », *Environmental Science and Pollution Research* n° 26, 2019, p. 7315–7325, [https://doi.org/10.1007/s11356-018-1385-8]; J. REGNERY et al (2024)., « First evidence of vwwidespread anticoagulant rodenticide exposure of the Eurasian otter (Lutra lutra) in Germany », *Science of the Total Environment* [https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2023.167938] .
7. Interview de Jean de Marcken, dératiseur pour la commune d'Etterbeek.

REFLET DES PRATIQUES HUMAINES

PUNAISES DE LIT
UNE INFESTATION CONTEMPORAINE

En septembre dernier, la France a été le théâtre d'un emballement médiatique virant presque à la psychose autour d'un petit insecte, la punaise de lit. À moins d'un an de la tenue des Jeux olympiques dans la capitale française, une bêbête était susceptible de gâcher la fête ! Mais qu'en est-il vraiment de la recrudescence de cet hôte indésirable dans les grandes villes d'aujourd'hui ?

Jean-Michel Decroly, géographe, ULB

À quoi était due cette panique soudaine suscitée par ce petit insecte, dont la taille est comprise entre 1 et 3 millimètres et que les entomologistes nomment *Cimex lectularius* ? Était-ce la conséquence de la publication en juillet 2023 d'un rapport de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) consacré aux impacts, à la prévention et à la lutte contre ces insectes ? Ou bien l'écho d'une infestation effective de lieux à la fois plus nombreux et plus diversifiés ? Quoi qu'il en soit, à lire la presse, la France, en particulier Paris, faisait face à une nouvelle invasion. Les punaises de lit infestaient non seulement les logements, mais aussi les chambres d'hôtel ou d'hôpital, les taxis ou les transports en commun, les restaurants, les salles de cinéma et de spectacle. En quelques semaines, les entreprises spécialisées dans la détection et le traitement de cette « suceuse de sang » furent rapidement submergées par les demandes d'intervention. L'affaire devint rapidement une question politique, la mairie de Paris demandant instamment au gouvernement la mise en place d'un plan d'action sur « le fléau des punaises de lit ». À moins d'un an de la tenue des Jeux olympiques, *Cimex lectularius* semblait faire peser une nouvelle menace sur l'évènement.

Trois mois plus tard, les punaises de lit ont disparu de la scène française. Plus aucun média n'y consacre un article ou un reportage. Si la psychose fut éphémère et démesurée au regard de l'ampleur du problème, il n'en reste pas moins qu'elle a pris racine dans un fait avéré : depuis le début des années 1990, les métropoles des pays les plus favorisés font face à une recrudescence des infestations par des ectoparasites, insectes ou arthropodes, qui s'établissent sur la peau des êtres humains, se nourrissent de leur sang et provoquent tantôt exclusivement des lésions cutanées (par exemple les punaises de lit), tantôt à la fois des lésions cutanées et la transmission d'agents pathogènes (par exemple les sarcoptes, responsables de la gale). Sur base de ces constats, ce texte vise à évaluer leur recrudescence au prisme d'une brève approche historique, à en identifier les principaux facteurs et à mettre en évidence ses variations sociales. Elle se basera sur le cas des punaises de lit, qui a l'avantage d'être bien documenté.

> Depuis le début des années 1990, les métropoles des pays les plus favorisés font face à une recrudescence des infestations par des ectoparasites qui s'établissent sur la peau des êtres humains.

DES DONNÉES PARTIELLES

La connaissance de l'ampleur et des facteurs de différenciation des infestations par punaises de lit repose sur différentes méthodes de dénombrement : données d'inspection dans les logements ou dans le cadre de missions d'hygiène menées par les municipalités ; données sur les interventions de désinsectisation ; données de déclaration d'infestation aux services communaux ou régionaux d'hygiène et de salubrité ; données extraites d'enquêtes en population générale portant spécifiquement sur les infestations par des punaises de lit. Ces méthodes produisent des données plus ou moins fiables. Si les données d'inspection permettent d'attester avec certitude du caractère infesté d'un logement, en revanche les données issues des interventions de désinsectisation, des déclarations ou des enquêtes souffrent de différents biais : interventions comptabilisées alors qu'elles se sont déroulées dans un logement non infesté ; sous-déclaration de l'infestation car la présence de punaises de lit est stigmatisante pour les ménages qui y sont confrontés. Par ailleurs, si certaines études portent sur l'ensemble des ménages d'une ville, d'autres portent exclusivement sur les ménages qui résident en logement social ou sur les dossiers de patients ayant bénéficié de soins et ayant déclaré une infestation par des punaises de lit à leur domicile.

Alors que les punaises de lit semblaient avoir été éradiquées dans les pays favorisés, elles ont fait un retour d'abord discret entre les années 1980 et 2000, puis beaucoup plus rapide ultérieurement.

En dépit de ces difficultés, plusieurs constats se dégagent des études. Tout d'abord, alors que les punaises de lit semblaient avoir été éradiquées dans les pays favorisés au cours des années 1960, elles ont fait un retour d'abord discret entre les années 1980 et 2000, puis beaucoup plus rapide ultérieurement. À New York, selon le département Housing Preservation and Development, le nombre de déclarations d'infestation par des punaises de lit était passé de 530 en 2004 à 12 800 en 2010, soit une multiplication par 24[1]! Des tendances similaires ont été observées dans d'autres métropoles aux États-Unis, mais aussi au Canada, en Australie et en Europe[2]. Ainsi à Zurich le nombre de plaintes a très fortement augmenté entre 1995 et 2015. Par ailleurs, dans plusieurs villes, un nombre croissant d'infestations ont été signalées dans des hôtels, des établissements de soins, des refuges pour personnes sans abri et des résidences pour étudiants ou personnes âgées. En parallèle, il a été constaté dans de nombreux États que le secteur des services « 3D » (désinfection, désinsectisation, dératisation) ne s'est jamais aussi bien porté que ces dernières années : de nombreuses entreprises ont été créées et le chiffre d'affaires comme l'emploi ont substantiellement augmenté, ainsi que le rapporte l'ANSES en 2023 pour la France[3]. Des inversions de tendance peuvent toutefois s'observer. À New York, le nombre de déclarations d'infestation de punaises de lit a été réduit de plus de 50 % entre 2015 et 2023[4]. Ces retournements n'empêchent pas plusieurs auteurs de parler d'« épidémie » lorsqu'ils évoquent l'évolution contemporaine des infestations par des punaises de lit.

DU CHAUFFAGE CENTRAL… AU DDT

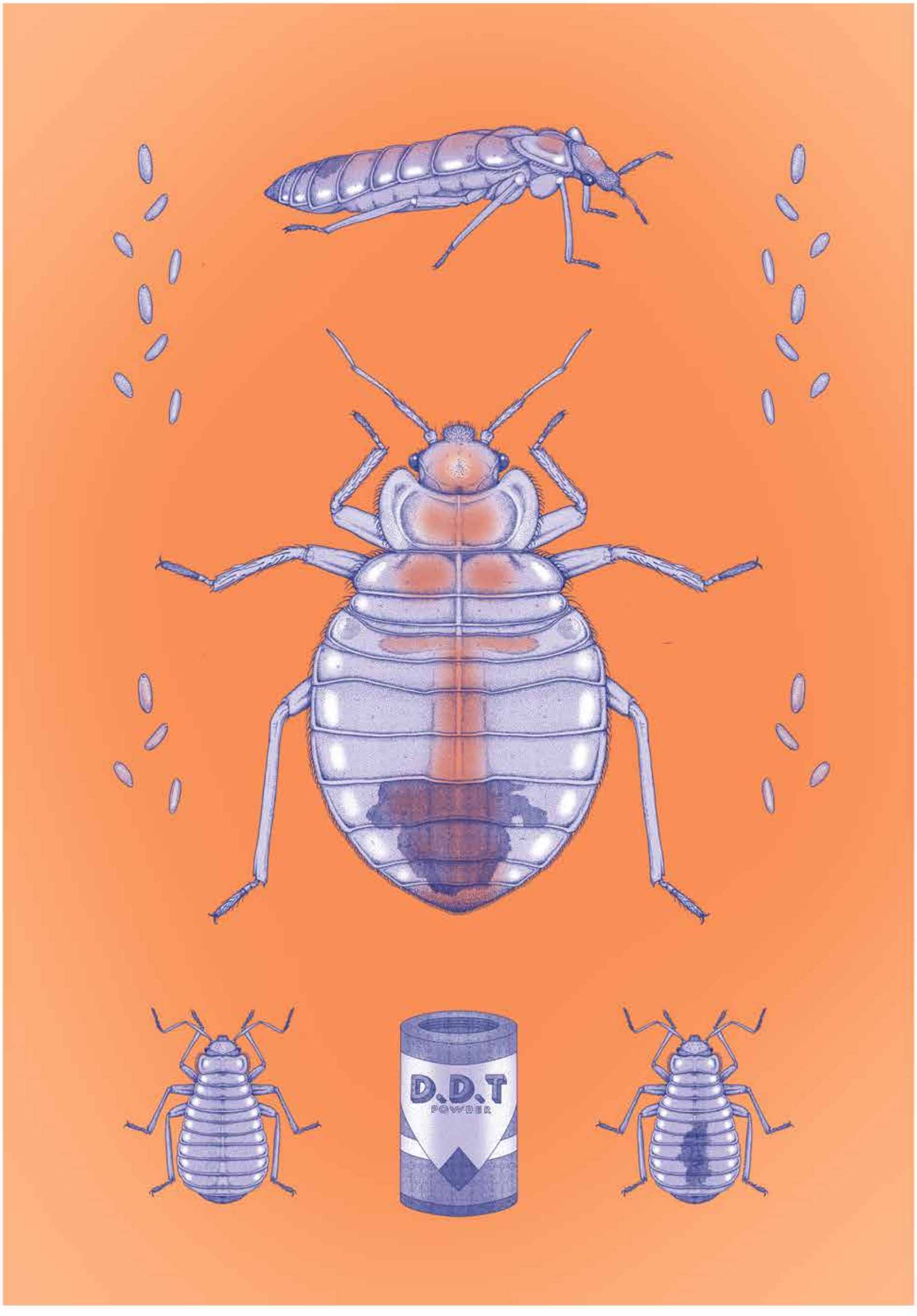
En réalité, le problème des punaises de lit a une longue histoire. C'est dans l'entre-deux-guerres qu'elles furent considérées comme un véritable problème de santé publique, au même titre que les rats. En Europe, dans les années 1930 et 1940, certaines sources estiment qu'un tiers des logements des grandes villes étaient infestés de punaises de lit[5]. Selon un rapport du ministère britannique de la Santé datant de 1934, la moitié de la population du Grand Londres était alors confrontée à des punaises à un moment ou l'autre de l'année. Il est vrai qu'à cette époque elles ont bénéficié de nouvelles conditions favorables à leur reproduction et à leur développement grâce à la diffusion du chauffage central puis des ventilateurs et de la climatisation. S'il existait déjà à l'époque plusieurs traitements pour les éliminer, comme des mélanges d'arsenic ou de mercure avec de l'eau, de l'alcool ou de l'essence de térébenthine, ceux-ci étaient soit dangereux pour les personnes vivant dans les logements traités soit peu efficaces. Un tournant intervint au cours de la Seconde Guerre mondiale, lorsque le département états-unien de l'Agriculture recommanda l'usage du DDT (dichlorodiphényltrichloroéthane) pour lutter contre elles. Synthétisé pour la première fois en 1874, mais resté dans l'ombre pendant plusieurs décennies, le DDT fit l'objet d'un soudain intérêt en 1939 lorsque le chimiste suisse Paul Müller travaillant pour l'entreprise Geigy mit en évidence ses remarquables propriétés insecticides. Utilisé dans un premier temps par l'armée états-unienne pour lutter contre les poux de ses soldats puis contre les vecteurs des maladies tropicales comme la malaria, le DDT fit l'objet d'une reconversion civile à partir de 1945, orchestrée par de grandes firmes pharmaceutiques comme Merck ou chimiques comme Du Pont. Il s'imposa comme le remède idéal contre divers insectes dont les punaises de lit : en une seule application sur le matelas, le sommier, les oreillers et les alentours d'un lit infesté, le DDT parvenait à les éliminer, sans danger apparent. C'est ainsi qu'en quelques années, de part et d'autre de l'Atlantique, le nombre d'infestations par des punaises de lit diminua drastiquement.

Un tournant intervint au cours de la Seconde Guerre mondiale, lorsque le département états-unien de l'Agriculture recommanda l'usage du DDT pour lutter contre les punaises de lit.

L'utilisation massive du DDT puis d'autres insecticides organochlorés, couplée à l'amélioration de l'hygiène générale de l'habitat avec la diffusion des machines à laver et des aspirateurs, a conduit à l'éradication progressive des punaises de lit au cours des années 1950 à 1970. Au milieu des années 1960, les punaises de lit étaient si rares que la plupart des citoyens passaient leur vie sans jamais en rencontrer. Le succès ne fut toutefois que de courte durée. Tout d'abord, des formes de résistance au DDT apparurent rapidement chez les punaises de lit. Puis, à la suite de la mise en évidence par Rachel Carson en 1962 des effets délétères du DDT sur les oiseaux et la faune aquatique, l'insecticide a été banni de la majorité des pays dits développés depuis les années 1970. Plus tard, l'utilisation domestique d'autres composés organophosphorés pour lutter contre les punaises a elle aussi été grandement restreinte. Les derniers produits encore tolérés, en l'occurrence les pyréthroïdes, montrèrent eux aussi leurs limites en conduisant à une montée progressive de la résistance des punaises à cette famille d'insecticides. Il semble d'ailleurs que cette résistance aux insecticides soit devenue tellement courante qu'elle rend l'éradication des punaises de lit très difficile[6].

DE LA FIN DU DDT AUX MOBILITÉS MONDIALISÉES

Dès les années 1980, les punaises de lit refirent donc surface. Outre ce qui vient d'être évoqué, d'autres phénomènes semblent avoir contribué à leur recrudescence, sans que les causalités soient clairement établies. La croissance généralisée des mobilités, notamment des voyages internationaux, a souvent été évoquée par la presse comme un facteur facilitant leur dispersion. Ce lien supposé a d'ailleurs alimenté un discours aux accents racistes. La journaliste états-unienne Brooke Borel, dans un livre au titre évocateur (*Infested*) est même allée jusqu'à considérer que la chute du Rideau de fer en 1989 aurait facilité la résurgence des punaises de lit en Occident, en libérant celles qui avaient été épargnées de l'éradication en Europe centrale et orientale. Toujours est-il que l'ANSES dans son rapport de 2023 souligne l'influence des mobilités touristiques sur la diffusion des punaises de lit. Ces dernières peuvent en effet se loger dans les valises et sacs de voyage, puis être libérées une fois à destination. C'est ce qui explique d'ailleurs les infestations observées dans les moyens de transport ou les hôtels, dans lesquels les taux de rotation des voyageurs sont très élevés. La multiplication des meublés loués pour de courtes durées via des plateformes comme Airbnb amplifie probablement le problème. D'une part, elle conduit au développement d'une fréquentation temporaire à l'écart des sentiers battus des centralités touristiques. D'autre part, les hébergeurs, même lorsqu'il s'agit de professionnels, sont vraisemblablement moins armés que les gestionnaires hôteliers pour faire face à une infestation. De surcroît, les entreprises qui gèrent les principales plateformes ne semblent nullement préoccupées par le problème. ➡


D.D.T
POWDER

La multiplication des meublés loués pour de courtes durées via des plateformes comme Airbnb amplifie probablement le problème.

La croissance du marché de seconde main est également mise en avant comme facteur de la résurgence des punaises de lit. Il faut savoir que ces dernières, qui ne sont actives que pendant la nuit, se rassemblent pendant la journée en agrégats, situés à proximité des lieux de repos des humains qu'elles piquent, toujours à l'abri de la lumière. Elles peuvent donc se retrouver dans les vêtements, en particulier lorsqu'ils sont sales [7] mais aussi dans d'autres objets comme les meubles, voire les appareils électroniques. La circulation de ces objets, notamment par le biais des circuits de seconde main, peut contribuer à la dispersion des punaises de lit.

La résurgence des punaises de lit illustre l'un des paradoxes de l'histoire environnementale récente. En effet, les transformations sociales globales des trois derniers siècles ont entraîné en même temps la réduction drastique de la population, quand ce n'est pas l'extinction, de nombreuses espèces d'animaux et de végétaux, et la croissance impressionnante d'autres espèces. Au même titre que la prolifération de certaines espèces de méduses en raison des effets combinés de l'eutrophisation, de l'augmentation de la température de l'eau de mer et de la disparition de certains prédateurs, la multiplication des punaises de lit montre que l'Anthropocène se manifeste à la fois par la raréfaction et la prolifération [8].

D'une certaine manière, à la manière du capitalisme, les relations socio-environnementales contemporaines sont le théâtre d'un processus de « destruction créatrice », au sens de Joseph Schumpeter, qui entraîne une destruction massive du tissu du vivant par la mise en place de conditions délétères pour de nombreuses espèces, tout en favorisant le développement rapide d'un nombre limité d'autres espèces.

UNE PETITE BÊTE INTERCLASSISTE ? PAS VRAIMENT

Lors de la médiatisation récente des punaises de lit en France, plusieurs articles de presse relayèrent l'idée défendue par certains experts que tout un chacun, quels que soient son revenu et ses conditions matérielles d'existence, était susceptible d'être victime d'une infestation de son logement. À l'image de ce qui se disait du Sars-Cov2 au début de la syndémie de Covid-19, *Cimex lectularius* serait un parasite interclassiste : il s'en prendrait indifféremment aux différentes couches de la société.

En raison de la diversité des méthodes de dénombrement des infestations par des punaises de lit et des populations étudiées, il est difficile d'apporter un démenti formel à cette représentation commune. En effet, comme le souligne la méta-analyse réalisée par l'ANSES en 2023, rares sont les études en population générale mettant en évidence une fréquence plus élevée d'apparition de punaises de lit dans les ménages des classes populaires ou dans les logements de médiocre qualité, même si le recours aux objets de seconde main y est plus important. En revanche, lorsque l'on examine la persistance de l'infestation dans le temps, de très fortes différences sociales apparaissent : les punaises de lit se maintiennent plus longuement – et provoquent donc davantage de troubles psychologiques – dans les ménages à faibles revenus. Ces derniers manquent de moyens financiers pour mettre en œuvre les traitements – parfois très coûteux – contre l'infestation dans leur logement. S'ils sont locataires, ils sont aussi susceptibles de voir leur propriétaire ne pas prendre en charge ces coûts. Au total, les conditions socio-économiques influencent donc fortement la persistance des infestations par les punaises de lit, en défaveur des classes populaires. Une fois encore, ce sont les ménages les plus modestes qui payent le plus lourd tribut face à un problème de santé. ❖

Lorsque l'on examine la persistance de l'infestation dans le temps, de très fortes différences sociales apparaissent.

1. A. H. ALALAWI, « Bed bugs epidemic in the United States », *Entomology, Ornithology & Herpetology*, 4(1), 1, 2015.
2. E. GIRAUD, E. HADLEY KERSHAW, R. HELLIWELL & G. HOLLIN, « Abundance in the Anthropocene », *The Sociological Review*, 67(2), 2019, p. 357-373.
3. ANSES, « Les punaises de lit : impacts, prévention et lutte » (saisine 2021-SA-0147), Maisons-Alfort, 2023, p. 257.
4. K. P. HACKER, A. J. GREENLEE, A. L. HILL, D. SCHNEIDER & M. Z. LEVY, « Spatiotemporal trends in bed bug metrics : New York City », *PloS one*, 17(5), 2022.
5. M. F. POTTER, « The history of bed bug management », *American Entomologist* 57, 2011, p. 14-25.
6. F. ZHU et al., « Widespread distribution of knockdown resistance mutations in the bed bug, Cimex lectularius (Hemiptera: Cimicidae), populations in the United States », *Archives of Insect Biochemistry and Physiology*, 73(4), 2010, p. 245-257.
7. W. T. HENTLEY, B. WEBSTER, S. E. EVISON & M. T. SIVA-JOTHY, « Bed bug aggregation on dirty laundry : a mechanism for passive dispersal », *Scientific reports*, 7(1), 2017, p. 11668.
8. E. GIRAUD, E. HADLEY KERSHAW, R. HELLIWELL & G. HOLLIN, « Abundance in the Anthropocene », *The Sociological Review*, 67(2), 2019, p. 357-373.

LE MARAIS WIELS COMME RÉSURGENCE : LEÇONS DE VERS DE FARINE

L'histoire du Marais Wiels surgissant dans les ruines de la crise financière de 2008 a beau être connue, les découvertes animales qu'on continue à y faire – parce qu'on en prend soin – amènent à repenser le statut de la « nature » en ville.

Nicolas Schroeder, historien

Le Marais Wiels est apparu à Forest, non loin du croisement de l'avenue Van Volxem et de l'avenue Wielemans-Ceuppens. Au début du XXIe siècle, le site historique de la brasserie, fermée en 1988, s'est retrouvé entre les mains d'investisseurs désireux d'y implanter un vaste complexe de bureaux. En 2007, lors des travaux, des fondations furent creusées dans un renfoncement de plusieurs mètres de profondeur et d'environ 9 000 mètres carrés. Durant ces opérations, des forages profonds visant à ficher des pieux de béton ont entrainé une résurgence de la nappe phréatique. Progressivement, l'eau issue de la nappe, provenant des parois et venue d'averses, s'accumula sur le site, le sol argileux la retenant. La crise financière de 2008 achevant d'empêtrer le projet, les travaux furent interrompus et le site laissé à l'abandon.

> Des riverains et riveraines se prirent d'affection pour ce lieu particulier et ses nouveaux habitants volants, nageants, fleurissants, coassants, chantants ou vrombissants.

De la végétation s'installa. Les photographies aériennes du site datant de 2012, disponibles en ligne sur le portail cartographique de la Région (BruGIS), témoignent de l'expansion d'algues dans l'eau et d'une couverture basse sur la terre ferme. Celles de 2014 révèlent des dynamiques naturelles de plus en plus marquées : l'eau couvre désormais la plupart des piliers de béton, vestiges du projet immobilier ; deux roselières ont commencé à s'épanouir dans le nord et le sud du site. En 2015, le naturaliste forestois Léon Meganck réalisa un inventaire des nombreuses espèces végétales et animales présentes sur le site, concluant que, du point de vue écologique, il pouvait être caractérisé comme « *marais en plein dynamisme* » [1].

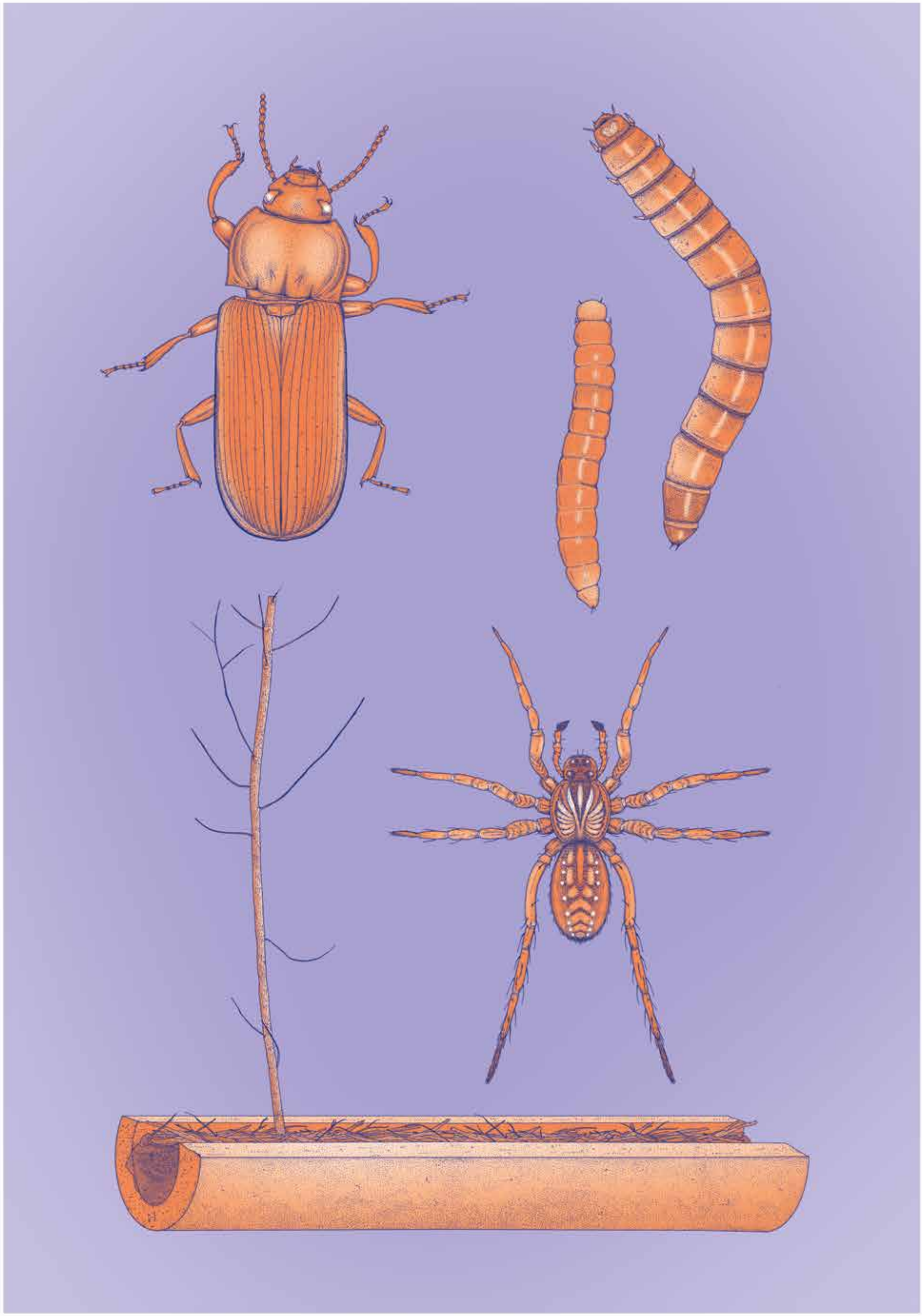
> Des dizaines d'araignées jaillirent de la frigolite qui était percée de nombreuses galeries de quelques millimètres de diamètre.

Des riverains et riveraines se prirent d'affection pour ce lieu particulier et ses nouveaux habitants volants, nageants, fleurissants, coassants, chantants ou vrombissants dont ils prirent soin notamment au cours d'opérations régulières de nettoyage. Une lutte s'engagea pour protéger des projets d'aménagement ce qu'on prit l'habitude de nommer le « Marais Wiels » [2]. La construction d'un ensemble immobilier abritant 170 logements de luxe fut prévue en 2018. Mais deux ans plus tard, en pleine crise du Covid, la Région bruxelloise fit l'acquisition du site. Aujourd'hui, fin 2023, environ 6 000 mètres carrés du plan d'eau sont repris pour désignation comme « étang régional » dans le nouvel atlas hydrographique de la Région, mais la partie septentrionale du site (dont 3 000 mètres carrés de plan d'eau) est toujours visée par des projets immobiliers.

UNE ÎLE DE FRIGOLITE, NOUVEAU MILIEU POUR LES VIVANTS

Les observations rapportées dans la suite de cette note trouvent leur origine dans une opération de nettoyage et d'entretien du site. En janvier 2023, une campagne de débroussaillage de la saulaie-roselière établie dans le nord-ouest du Marais Wiels fut entreprise en lien avec Natagora par des bénévoles. L'objectif était de contenir la constitution de sol par dépôt de matière organique et la dynamique d'assèchement et de rehaussement du plan d'eau que favorisent les saules, pour maintenir le caractère marécageux du site. En parallèle, de nombreux déchets issus du chantier de 2007 ou déposés illégalement par la suite furent collectés. À cette occasion, un tube de frigolite d'environ deux mètres de long et ouvert dans la longueur – probablement le vestige d'une isolation ou d'une protection – fut découvert à la limite sud-ouest de la zone de saulaie-roselière couvrant le nord du Marais. Les photographies aériennes citées plus haut permettent d'établir que ce tube fut abandonné entre 2012 et 2014.

Dès l'abord, l'objet se révéla particulier : il s'agissait d'une véritable île de frigolite. Sa partie supérieure, formant un creux, était remplie de terre. Diverses plantes – de l'herbe, des ronces, mais aussi un arbuste d'environ deux mètres de hauteur – s'étaient établies dans cette jardinière-radeau improvisée. L'arbuste était même parvenu à percer son conteneur flottant pour s'enraciner en-dehors de celui-ci. En déplaçant l'objet, un de ses bords se rompit. Des dizaines d'araignées jaillirent de la frigolite qui était percée de nombreuses galeries de quelques millimètres de diamètre.



Dans les journées suivant l'intervention, les araignées furent identifiées avec l'aide généreuse de Brigitte Segers de l'Institut des sciences naturelles : il s'agit probablement de représentantes de l'espèce *Piratula hygrophila* (petites pirates aimant l'humidité) de la famille des *Lycosidae* ou *pirate wolf spider* en anglais. La spécialiste exclut que ces araignées soient à l'origine du creusement des galeries observées : celles-ci avaient dû préexister à leur installation.

Une observation plus poussée a permis d'identifier un probable responsable des galeries : le ver de farine, larve du ténébrion meunier (*Tenebrio molitor*) – dont quelques spécimens adultes ont également pu être observés dans les galeries. En 2015, une équipe de scientifiques avait déjà mis en évidence la capacité de ces vers à biodégrader le polystyrène à l'aide de microorganismes présents dans leur intestin. La nouvelle avait fait grand bruit parce qu'aucun produit chimique nocif résiduel ne s'accumule dans leurs tissus lorsqu'ils consomment de la frigolite. Des vers de farine nourris au plastique pourraient dès lors alimenter de la volaille d'élevage, dans une perspective de « gestion durable » des déchets. Une ferme expérimentale a d'ailleurs été installée à Florange en Moselle pour tester ce potentiel [3].

Des vers de farine nourris au plastique pourraient dès lors alimenter de la volaille d'élevage, dans une perspective de « gestion durable » des déchets.

REPENSER LA NATURE DANS LES RUINES DU CAPITALISME

Résumons-nous : des araignées avec un nom rigolo squattant des galeries creusées par quelques larves dans un morceau de frigolite qui flotte depuis presque dix ans sur un marais apparu dans une friche post-industrielle. De l'insignifiant dans un non-lieu ? Je ne le pense pas. Pour qui s'y arrête, l'affaire prend vite de l'ampleur : elle a la capacité d'interroger et force à penser.

Il y a, d'abord, ce capitalisme du début du XXIe siècle qui saisit les lieux que d'autres habitent avec la capacité légale et financière de les éventrer, avant de les laisser tomber quand l'affaire ne paraît plus rentable. Il incombera à celles et ceux qui restent de trouver les moyens de « *vivre dans les ruines* » selon l'expression consacrée par Anna Tsing [4], jusqu'à ce qu'un autre investissement se profile pour le lieu. C'est contre cette logique que se soulève le Marais avec celles et ceux qui l'habitent et le fréquentent, qu'iels soient humains ou d'une autre espèce. Il faut en effet à la suite de Lena Balaud, Antoine Chopot et Allan Wei, reconnaître que « *si l'excavation et le percement de la nappe phréatique sont à mettre au compte du développeur du site, c'est bien la puissance hydrique d'une nappe d'eau sous pression qui s'est révélée être une formidable puissance d'interruption des travaux d'aménagement du site* ». L'eau a interrompu quelque chose tout en offrant des possibles ; elle a créé des niches dans lesquelles se sont engouffré·es les vivant·es – de toutes espèces – qui sont venu·es former l'entité écologique et sociale du Marais Wiels. C'est ce qu'on peut, toujours avec Ana Tsing, qualifier de « résurgence », c'est-à-dire « *l'œuvre de nombreux organismes, qui négocient à travers leurs différences, pour forger des assemblages de viabilité multi-espèces au milieu de la perturbation* [5] ».

L'ILLUSOIRE PURETÉ DE LA NATURE

Cet éclairage n'est pas sans importance parce que les débats publics autour de la préservation du Marais Wiels achoppent notamment sur l'argument de la « non-naturalité » du site. Interrogé sur le dossier, Rudi Vervoort, ministre-président de la Région, déclarait ainsi aux journalistes du journal en ligne *Mammouth* que « *le Marais n'est pas un espace naturel, mais la conséquence d'une remontée de la nappe phréatique comme il s'en passe dans beaucoup de chantiers en Région bruxelloise* [6] ». L'argument sous-jacent est qu'il n'y aurait nulle nature à protéger dans cet accident fruit de l'action humaine.

C'est ici que notre île de frigolite percée de galeries mérite attention. Cet improbable assemblage vient, en effet, interroger à nouveaux frais la distinction entre artificiel et naturel. Pour les amis et amies du Marais baignant dans ses eaux en janvier 2023, ce tube de frigolite était de toute évidence un déchet, un produit artificiel pétrochimique, de l'anti-nature qu'il convenait d'éloigner de cet écosystème résurgent pour favoriser sa viabilité. Araignées et ténébrions sont venus éroder ces certitudes : une fois qu'ils furent découverts, il a été question de retourner au Marais cet objet détourné et réinventé en nourriture et abri par *Tenebrio molitor*. La rapide palabre qui s'est ensuivie a finalement retenu que les risques à long terme seraient plus importants que les gains. L'île de frigolite n'est pas retournée à l'eau.

Ce court moment de doute a néanmoins débouché sur de nouveaux enseignements : la catégorie de « nature » conçue comme une pureté ne nous sera d'aucune utilité pour penser le Marais, pas plus qu'aucun autre espace de « nature » en ville, ni pour décider collectivement de son avenir. Le ténébrion nous montre que ce qui se passe en ce lieu est d'un autre ordre et que nous devons apprendre à en parler autrement pour agir de manière appropriée. Depuis longtemps, son espèce côtoie la nôtre et nous tissons des devenirs en rapport l'un à l'autre. Si durant des millénaires les larves de l'espèce se sont nourries d'arbres en décomposition, elles se sont ensuite installées au cœur des sociétés humaines, profitant notamment de réserves de farine mal protégées – ce qui leur a valu leur nom commun et la caractérisation de nuisibles. Elles ont également été entretenues comme appâts de pêche ou comme nourriture pour animaux de compagnie. Nous l'avons vu, leur appétit pour le polystyrène, récemment découvert, inaugure de nouvelles formes de coexistence, menant dans une autre direction les liens entre cette espèce et la nôtre.

Les ténébrions sont donc, depuis et pour longtemps, en interaction avec les humains. Cela n'empêche aucunement *Tenebrio molitor* de disposer de ses propres capacités d'action, comme celle de s'investir dans la résurgence du Marais Wiels, créant au passage un habitat pour *Piratula hygrophila*. Le ténébrion nous invite à acter que la « nature », la plante ou l'animal en ville ne peuvent désormais se réinventer dans d'autres conditions que « dans les ruines du capitalisme ». Vouloir accompagner et protéger leurs efforts, même s'ils ne sont pas caractérisés par une illusoire « pureté naturelle », n'a rien d'incohérent. L'épisode de l'île de frigolite nous enseigne que la voie à suivre ne sera pas toujours immédiatement claire, mais qu'elle en vaut la peine. Les créatures de la résurgence apportent un surplus d'expériences du quotidien – luxuriance de la végétation, chants d'oiseaux, croassement des grenouilles – que ceux et celles qui s'y sont attaché·es cherchent à protéger pour leur vi(ll)e. À qui veut bien lui prêter attention, *Tenebrio molitor* montre qu'au-delà de ces trésors la résurgence fait émerger des laboratoires riches de devenirs possibles. ❖

Le ténébrion nous invite à acter que la « nature », la plante ou l'animal en ville, ne peuvent désormais se réinventer dans d'autres conditions que « dans les ruines du capitalisme ».

1. L. MÉGANCK, « Le Marais Wiels – Brass – Bli:B », rapport inédit, 2015, p. 2 [disponible en ligne].
2. L. BALAUD, A. CHOPOT & A. WEI, « La part sauvage des communs ? Une enquête écologique au Marais Wiels », *Terrestres*, 14 février 2023 [https://www.terrestres.org/2023/02/14/la-part-sauvage-des-communs-une-enquete-ecologique-au-marais-wiels].
3. « Les vers de farine, futur du recyclage du polystyrène », *France-Soir*, 4 novembre 2021 [https://www.francesoir.fr/societe-environnement/les-vers-de-farine-futur-du-recyclage-du-polystyrene].
4. A. L. TSING, *Le Champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, 2015.
5. A. L. TSING, *Proliférations*, Marseille, 2022, p. 45-46.
6. D. HEYLIGHEN & É. HALLET « Marais Wiels : nœud politique en eaux troubles », *Mammouth*, 26 octobre 2022 [https://www.mammouth.media/marais-wiels-noeud-politique-en-eaux-troubles].

EXPÉRIMENTER LE VOISINAGE AVEC

LE MARTINET NOIR

Comme dans d'autres milieux urbains, l'existence des martinets noirs à Bruxelles est menacée par la transformation du bâti dans lequel ils nichent. Des riverain·es tentent de leur faire une place et façonnent des relations de voisinage avec ces oiseaux, dans une ville pétrie de rénovations. De quoi sont faits ces apprentissages ? Quels dilemmes et émotions suscitent-ils ?

Ariane d'Hoop, chercheuse FNRS, UCLouvain & ULiège

Avez-vous déjà remarqué, entre début mai et fin juillet, ces oiseaux aux ailes en forme de faucille qui nous charment par leurs cris stridents et leur vol acrobatique ? Ce sont les martinets noirs (*Apus apus*), des oiseaux de la famille des Apodidés, dont les courtes pattes s'agrippent aux parois escarpées et le petit bec crochu attrape des insectes au vol.

Les martinets sont connus parmi les ornithologues pour passer la plupart de leur vie dans les airs. Ces oiseaux migrateurs ne se posent, toujours en hauteur, que pour construire leur nid et y couver leur progéniture. De retour de leur migration subsaharienne, ils reviennent aux cavités dans les bâtiments qu'ils avaient adoptées les années précédentes : des corniches aux bords entrebâillés, des trous d'aération dont les grilles sont tombées, des fissures diverses, ou encore des trous de boulin, situés sous les avant-toits, qui servaient autrefois à recevoir les extrémités des poutres d'échafaudage. Toutes ces cavités sont de véritables points de « rendez-vous » pour les couples qui s'y retrouvent, tout comme le nid qu'ils y avaient construit à l'aide de matériaux légers – brins, plumes, feuilles, plastique, herbe, papiers, pétales –, récoltés au gré du vent, et collés avec leur salive. Ces cavités leur sont aussi familières, car il leur aura fallu plusieurs jours d'entrainement pour apprendre à s'y faufiler avec aisance et rapidité. Les martinets les plus jeunes, quant à eux, rasent les murs et les toitures, à la recherche d'un trou encore inoccupé. Lorsqu'une cavité est habitée, ses occupants sortent la tête et manifestent leur résidence par des cris vers le potentiel intéressé. Par ces jeux d'effleurement et rondes sonores, les membres d'une colonie mènent de véritables enquêtes territoriales.

> Ces oiseaux migrateurs ne se posent, toujours en hauteur, que pour construire leur nid et y couver leur progéniture.

UNE DÉPENDANCE VITALE AU BÂTI

Les spécialistes des martinets estiment que ces oiseaux ont appris à nicher dans les cavités et fissures de constructions humaines il y 10 000 ans. En Europe, leur population se serait amplifiée durant l'Antiquité avec l'édification des monuments dont les techniques de construction auraient été propices aux nidifications (utilisation de matériaux minéraux ou tuiles romaines)[1]. Au XIXe siècle, on les appelait « martinets de muraille », car ils habitaient les crevasses de vieux édifices, tours d'église ou anciens châteaux. Vu leur forte propension à nicher dans le bâti, il n'est pas étonnant que les martinets en soient venus à vivre majoritairement en ville.

Si leur présence à Bruxelles est formellement documentée en 1921[2], elle doit être bien plus ancienne. Des sources iconographiques d'artistes flamands montrent que la suspension de pots à oiseaux y était une pratique répandue. Ces flacons en terre cuite étaient fixés sur les hauteurs des bâtiments pour encourager la reproduction des oiseaux tout en gardant un accès aux nids, leurs œufs ou leur propre chair étant destinés à la consommation. Les martinets, comme d'autres oiseaux cavernicoles tels que les moineaux domestiques ou étourneaux sansonnets, ont très certainement dû les habiter. Ainsi des estampes de Brueghel l'Ancien attestent de l'usage de ces pots dans les Marolles au XVIe siècle. Les martinets ont dû aussi apprécier la construction de milliers de « maisons bruxelloises », munies des trous de boulin (alors obligatoires dans la plupart des communes) qu'ils affectionnent toujours.

Aujourd'hui, la population bruxelloise de martinets occupe une place importante par rapport à celle présente sur l'ensemble du territoire belge. Toutefois, le suivi de cette population, menée par les membres d'Aves/Natagora et commanditée par Bruxelles-Environnement, indique qu'elle aurait diminué de moitié entre 1992 et 2022[3]. Ce déclin est identifié partout en Europe à des degrés divers. Bien qu'il y ait d'autres facteurs en jeu pour cette espèce insectivore et migratrice, il est avant tout attribué à la disparition des cavités dues à l'évolution des techniques de construction (murs lisses, constructions en béton ou en verre) et au nombre croissant de rénovations, notamment pour l'isolation thermique de façades ou toitures. Leur disparition a été directement observable à Bruxelles, où nombre de quartiers rénovés ont été dépeuplés en quelques décennies.

Entre 2016 et 2018, une cinquantaine d'ornithologues bénévoles ont mené une enquête relative aux martinets sur différentes zones sélectionnées à travers la capitale[4]. Rien que sur celles-ci et sans compter les intérieurs d'îlot, iels ont repéré 681 sites de nidification localisés à 489 adresses, entre autres dans les quartiers les plus centraux et moins dotés de végétation. L'enquête a aussi permis d'affiner la connaissance, en contexte bruxellois, des prédilections de ces oiseaux pour les bâtiments anciens, mitoyens, situés sur des rues de taille moyenne, et où les lignes de tram éventuelles ne les gênent pas. Certaines colonies montrent même des « cultures » locales : elles n'acceptent de nicher que dans le type de cavité auxquelles elles sont accoutumées[5]. La disparition des martinets due aux rénovations urbaines et la connaissance de leurs spécificités locales m'ont incitée à enquêter sur les conditions possibles de l'accueil de ces oiseaux, dans une ville de plus en plus épurée de ses aspérités. ➡

> Ce déclin est avant tout attribué à la disparition des cavités dues à l'évolution des techniques de construction.

APPRENDRE À VOISINER

En 2020, je me suis rendue chez des riverain·es qui se sont engagé·es à accueillir des martinets dans leurs murs. Plonger dans ces situations microlocales m'a permis de saisir à quel point des tentatives de « prendre soin » de ces oiseaux reconfiguraient les relations à ceux-ci. Là où une « cohabitation » impliquerait de vivre ensemble dans des espaces communs, ces humain·es et martinets habitent plutôt différentes parties d'un même bâtiment : ils voisinent et inventent des relations qui dépassent de loin les dimensions purement techniques. Tou·tes mes interlocuteur·ices vivent dans des quartiers fortement urbanisés et aisés. Iels sont propriétaires de leur logement, et habitent soit l'entièreté de la maison, soit l'appartement situé au dernier étage. La possibilité d'accueillir les martinets dépend donc d'une certaine marge de manœuvre pour pouvoir intervenir sur le bâti (propriété, moyens techniques, temps disponible), mais ne nécessite pas forcément de disposer d'un grand espace de vie. Leurs expériences témoignent, chacune à leur façon, combien le voisinage avec les martinets est fait d'apprentissages, de tentatives, de dilemmes et de résonances émotionnelles.

> Tout le problème consiste à donner une place aux oiseaux tout en trouvant une juste distance avec eux.

Mon premier interlocuteur habite une rue de Jette bien connue des ornithologues pour l'importante colonie de martinets qui y réside. Lorsqu'il se renseigne sur la possibilité de réouvrir les trous de boulin qui bordent sa maison, il constate qu'un tel réaménagement posera un problème de promiscuité. Vu la faible épaisseur du mur, les trous peuvent tout au plus servir de tunnel d'accès vers un nichoir qui serait situé à l'intérieur. La boîte aurait été fixée au mur d'une chambre à coucher, à environ un mètre du sol, ce qui lui semblait potentiellement envahissant. Tout le problème consiste à donner une place aux oiseaux tout en trouvant une juste distance avec eux. Il arpente alors les hauteurs de sa maison et trouve, dans un coin du grenier, une brique du mur latéral qui tombe en miette. Il la retire et fixe une caisse à vin de l'autre côté du trou. Il diffuse une repasse (c'est-à-dire l'enregistrement des cris de martinets, diffusés au moyen de petits baffles pour les attirer près du nichoir) en y croyant à moitié, me confie-t-il, jusqu'au jour où il l'éteint… mais continue d'entendre les cris. Pari gagné !

D'autres questions se posent dans une maison du XVIIIe siècle, située dans une ancienne rue du centre-ville non loin du Sablon, où un couple m'accueille dans un jardin foisonnant d'insectes et d'oiseaux. Iels me montrent les trous de boulin qu'iels ont adaptés en façade pour permettre aux martinets d'accéder à des boîtes de l'autre côté du mur. Ici, la juste distance n'est pas le problème, car il s'agit avant tout de veiller sur leurs hôtes et de les connaître de près. Les nichoirs sont installés sous ou à côté du lit, ou encore dans le salon. Le couple veille sur les martinets qui y nichent, et qu'iels reconnaissent par leurs traits physiques ou de caractère. Grâce à des caméras équipées de détecteurs de mouvement et connectées en ligne, donc aussi au smartphone, iels suivent ce qui se passe au nid – les routines de la couvée, les bagarres occasionnelles. Mon interlocutrice a donc en permanence un œil sur eux. L'année de ma visite, un des deux oisillons se nourrit bien plus que l'autre, qui devient trop chétif et pourrait ne pas tenir le coup. Faudrait-il aller jusqu'à aider les parents à le nourrir ? Si oui, comment trouver une grande quantité d'insectes volants ? Veiller ouvre parfois sur des sentiments d'impuissance, ou soulève un dilemme : jusqu'où faut-il intervenir ?

C'est du côté du cimetière d'Ixelles, au troisième et dernier étage d'un immeuble à appartements, que je rencontre une autre habitante qui s'affaire aussi avec les martinets. Suite à son emménagement, elle n'a pas manqué de remarquer leurs « ballets aériens » en face de sa baie vitrée, me précise-t-elle, avant d'embrayer sur des histoires de chutes. Chaque été, des oisillons tombent sur son balcon, depuis les trous de boulin qu'ils occupent quelques mètres plus haut, ou parfois sur le trottoir, ce qui leur est fatal. Depuis plusieurs années, les chutes sont plus fréquentes en période de canicule. Ici, les nids se trouvent dans le toit, directement sous le roofing. Elle voit les jeunes qui sortent la tête, probablement car ils ont trop chaud, avant de tomber. L'idéal serait de leur proposer des nichoirs fixés directement sur la façade. Mais les copropriétaires de l'immeuble refusent, pour des raisons d'esthétique et d'hygiène. Sans solution technique en vue, il faut continuer à prendre soin des blessés avec les moyens du bord. Mon interlocutrice apprend quelques gestes vétérinaires, tente d'amortir les chocs à l'aide de bacs à plantes ou d'un filet, et remonte les petits quand c'est encore possible.

Accueillir des martinets dans ses murs reconfigure aussi les liens au quartier. Lorsque je rejoins une interlocutrice dans une avenue résidentielle à Woluwe-Saint-Pierre, elle me propose de nous asseoir sur un muret en face de sa maison de type bel étage, pour observer sa corniche. Elle sait qu'à cette heure-ci les entrées et sorties des martinets sont fréquentes. C'est en effet très beau que de saisir leurs mouvements instantanés lorsque l'un d'entre eux se déploie hors du trou et trace un large virage avant de monter vers le ciel. Les quatre couples qui occupent sa corniche l'ont aussi amenée à repérer les autres sites de nidification occupés par la colonie dans son quartier. Elle repère les moindres signes de travaux (échafaudages ou autres), n'hésite pas à interpeler les riverain·es, mais se heurte souvent à un rejet. Cette indifférence socialement répandue à l'égard des hôtes aviaires est évoquée très régulièrement lors de toutes mes rencontres.

> On peut se demander à quel point ces mesures compensatoires réussissent pour les martinets si fidèles à leurs nids.

Une dernière visite nous ramène à Ixelles, cette fois près de la place Fernand Coq, dans un appartement situé aux derniers étages d'une maison mitoyenne. Il y a quinze ans déjà, mon interlocuteur a remarqué dans son quartier ces oiseaux qui lui étaient alors tout à fait inconnus. Il est rapidement fasciné par les « spécialités » des martinets et apprend à repérer les cavités habitées, mais aussi celles ayant été bouchées. Ceci l'a amené à aménager sa corniche. Grâce à une échelle en suspension, côté rue, il remplace la partie basse de sa corniche par une planche percée de trous et, côté jardin, il fixe des nichoirs de sa fabrication sous la toiture. Depuis que des nicheurs s'y sont installés, il me dit sa joie d'assister chaque été à leurs rondes jubilatoires juste au-dessus de chez lui, et sa tristesse lorsqu'ils repartent. Les martinets lui inspirent aussi une inquiétude : comment assurer sa proposition d'habitat de façon pérenne ? Puisque ses hôtes sont fidèles à leurs sites de nidification et que les colonies se perpétuent dans un même périmètre, comment passer le relais ? Cette responsabilité à long terme, il y pense déjà en envisageant la future revente de la maison. Il faudra trouver une personne de confiance, me dit-il, qui continuera à veiller sur eux.

COMPLICITÉS À DISTANCE

Comment apprendre à vivre avec d'autres êtres vivants en milieu très anthropisé, dans des écologies endommagées ? Les martinets et leurs lieux de reproduction sont légalement protégés en Région de Bruxelles-Capitale, et de plus en plus d'actions en leur faveur existent dans certaines communes, telles que le soutien à la pose de nichoirs ou l'obligation de récréer des cavités pour toute demande de permis d'urbanisme sur des sites où une nidification a été répertoriée. On peut se demander à quel point ces mesures compensatoires réussissent pour les martinets si fidèles à leurs nids et, surtout, interroger le confort moral dont jouit cette logique de destruction/remplacement. Sans compter qu'elles semblent encore insuffisantes pour mettre en œuvre cette protection de manière efficace à l'échelle du territoire. Les expériences de voisinage que j'ai récoltées appellent à la nécessité de considérer les sites précis où des relations engageantes prennent corps. Mes interlocuteurs·trices partent de leurs propres lieux de vie, rouvrent les interfaces du bâti et reconfigurent des zones de contact accommodées aux martinets et à leurs spécificités. Les « complicités à distance » qui s'établissent dans ces pratiques de soin reposent sur du travail bénévole, peu visible dans l'espace public et peu valorisé par d'autres vecteurs (écrits, médias, etc.). Or on peine à imaginer ce qu'il adviendrait de ces oiseaux sans ces interventions qui ne peuvent se passer de savoirs et savoir-faire locaux, et où se redéploient les attentions et les sensibilités. ❖

1. B. GENTON & M. JACQUAT, *Martinet noir : entre ciel et pierre*, Cahiers du MHNC 15, éd. de la Girafe. Musée d'histoire naturelle de La Chaux-de-Fonds (Neuchâtel, Suisse), 2016, p. 129, 132-133.
2. L. COOPMAN, « Les oiseaux bruxellois », *Les Naturalistes belges*, 2, 1921, p. 103-105.
3. Il s'agit d'une estimation car il est difficile de compter avec précision ces oiseaux dont le vol est très mobile et furtif.
4. A. WEISERBS, A. PAQUET, M. WAUTERS & D. SEVRIN, « Population et habitat du martinet noir *Apus apus* en Région de Bruxelles-Capitale », *Aves* 57/2, 2020, p. 87-102.
5. Voir M. WAUTERS, « Mesures pratiques pour la préservation du Martinet noir Apus apus en Wallonie et à Bruxelles", *Aves*, 55/3, 2018, p. 101-123, où l'on trouve de multiples pistes d'action.

LE FAUCON PÈLERIN

LA STAR DES TOURS URBAINES

En 2004, un premier couple de faucons pèlerins s'installait dans la tour de la collégiale des Saints-Michel-et-Gudule. D'autres ont suivi. En 2008 à Watermael-Boitsfort, en 2010 à Molenbeek, puis dans d'autres communes de la Région jusqu'à représenter une bonne douzaine de couples aujourd'hui. Autour d'eux s'est déployé un arsenal médiatique dont peu d'espèces ont bénéficié jusqu'ici. Comment expliquer cet engouement et quelles en sont les conséquences ?

Marius Pailhès, Natagora

Le faucon pèlerin (*Falco peregrinus*), dont la domestication fut emblématique de la fauconnerie, est un rapace rupestre, c'est-à-dire qui vit en falaises. Puissant, élégant, rapide, agile, ce chasseur hors pair domine les airs en fondant sur ses proies parfois à près de 350 voire 400 km/h. De « pèlerin », il n'a que le nom, qui semble lui avoir été attribué pour la première fois au XIIIe siècle alors qu'il était considéré comme un oiseau de passage. Pourtant, le faucon pèlerin n'est ni migrateur ni grand voyageur sous nos latitudes. Si les jeunes se dispersent après l'envol et errent quelques années dans les régions avoisinantes, les adultes nicheurs, eux, sont sédentaires et ne s'éloignent jamais très loin de leur site de reproduction. Des images filmées à Bruxelles ont révélé que les parents faucons nettoyaient le nid après l'envol des fauconneaux afin de le préparer pour la saison suivante. Les individus sont donc bien fidèles à leur « clocher » et très attachés à leur quartier.

> Les individus sont bien fidèles à leur « clocher » et très attachés à leur quartier.

L'espèce niche traditionnellement sur des corniches ou affleurements rocheux en falaise, mais en ville elle trouve des équivalents dans nos bâtiments où elle installe ses nids et, haut perchée, règne en maîtresse. En plus des opportunités de nidification dans ses tours, la ville offre beaucoup d'atouts pour cet oiseau généraliste, sédentaire et territorial. La présence de proies en quantité et tout au long de l'année, et aussi, accessoirement, l'absence de son ennemi naturel, le hibou grand-duc, expliquent assez bien la densité de couples nicheurs observée aujourd'hui à l'échelle de la Région.

Sa présence est déjà attestée de façon épisodique dans les tours urbaines par des ornithologues du XIXe siècle (1856, Londres ; 1887, tour de l'hôtel de ville de Bruxelles). Sauf qu'à l'époque on les chassait volontiers (parfois en leur « tirant » dessus), leurs œufs étaient récoltés par les collectionneurs et les fauconniers. Ensuite, dans la seconde moitié du XXe siècle, l'espèce disparaîtra d'une grande partie de l'Europe, et complètement de Belgique. En cause, l'utilisation massive de pesticides organochlorés, dont le fameux DDT, bioaccumulé dans les proies chassées par le faucon, c'est-à-dire d'autres oiseaux.

L'interdiction du DDT au début des années 1970 en Europe, couplée au statut d'espèce protégée (qui incite des groupes locaux à s'organiser et lutter activement contre son braconnage), fut salvatrice pour le rapace dont les populations se sont peu à peu reconstituées à la fois dans les milieux naturels et dans les villes. En 1987, on note son retour dans une carrière en Belgique et une première nidification en 1996. Grâce à la pose de dizaines de nichoirs par l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique (IRSNB), la population s'est d'abord petit à petit redéveloppée en Wallonie, puis, en 2004, un premier couple s'installe dans une des tours de la collégiale des Saints-Michel-et-Gudule, en plein centre de Bruxelles. Trois jeunes fauconneaux sont élevés cette année-là. Aujourd'hui, on dénombre jusqu'à douze couples nicheurs à Bruxelles. La quantité de proies disponibles en vol (notamment les pigeons) permet une densité de l'espèce beaucoup plus grande qu'en milieu naturel malgré des territoires de chasse réduits.

> L'interdiction du DDT au début des années 1970 en Europe, couplée au statut d'espèce protégée fut salvatrice pour le rapace.

Les opportunités de nidification trouvées dans le bâti, la quantité des sources de nourriture, un climat plus favorable en hiver, ainsi que le statut de protection de l'espèce sont autant de facteurs qui ont permis la réinstallation du faucon pèlerin à Bruxelles. D'autant que des aménagements spécifiques ont été mis en place pour l'accueillir…

SÉRIE TÉLÉ ET SUPER-HÉROS !

En effet, son retour était attendu par les ornithologues bruxellois et il fut célébré à la hauteur des craintes qu'avait nourries sa potentielle disparition. Pour présenter cette espèce mythique au public, l'IRSNB, aidé d'autres associations naturalistes (Natagora, COWB, LRBPO), installa très vite des caméras dans les nids, posa des longues vues au pied des sites de reproduction et mit des dizaines de supports numériques pour quiconque souhaitait suivre de près la vie de ces rapaces. Leur nidification a rapidement marqué les esprits au point qu'on en a fait les stars d'un nouveau genre de téléréalité qui, chaque année, couvre leur installation au nid au mois d'avril jusqu'à l'envol des petits vers le mois de juin. On peut tout savoir d'eux : d'où viennent les parents, combien d'œufs ont été pondus, le moindre frétillement de coquilles, ce qu'ils mangent, les intrus… tout est filmé ! ➡

« FAUCON POUR TOUS »

À l'origine, seul le nid du couple de la cathédrale Saints-Michel-et-Gudule fut équipé de caméra d'observation avec un dispositif de visionnage dans une cabine disposée sur le parvis. Une parenthèse dans la ville pour les passantes et passants qui pouvaient alors s'arrêter et se familiariser avec les mœurs du rapace. Plus tard, d'autres sites ont suivi et sont filmés annuellement : l'église de Saint-Job (Uccle), le couple du campus du Solbosch de l'ULB (Ixelles), la maison communale de Woluwe-Saint-Pierre. L'Institut et le projet « Faucon pour tous » qu'il porte sont encore aujourd'hui les référents pour l'espèce à Bruxelles. Chaque année, leurs ornithologues visitent les nids afin de baguer les jeunes avant l'envol. Chaque reprise de bague et observation vient enrichir nos connaissances sur l'espèce et ses stratégies en milieu urbain, parfois nouvelles et bien différentes qu'en milieu naturel. Ce suivi acharné, par moment voyeuriste et intrusif, permet de réagir rapidement en cas d'éventuelles menaces pesant – à nouveau – sur les pèlerins.

Cet engouement sensationnel autour du pèlerin tient à de multiples facteurs : la quasi-disparition de l'espèce sur le continent européen et son retour en héros dans les années 1990 ; les moyens déployés pour son retour, sa protection et son expansion; ses qualités de chasseur hors pair et sa grâce qui lui confèrent un certain charisme. Enfin, aux yeux de beaucoup de naturalistes, le faucon pèlerin, contrairement aux espèces « exotiques » qui s'installent chez nous, a pour lui d'être « indigène » et n'est dès lors pas suspecté d'être un – nouveau – « perturbateur ». En plus, certains vantent son impact positif sur quelques espèces abondantes en ville (pigeons, corneilles, perruches…). Cependant, de plus en plus d'experts jugent les populations de pèlerins arrivées à leur limite à l'échelle de Bruxelles. D'ailleurs, à ce jour, aucun nouveau projet de nichoir n'est envisagé.

LES CONSÉQUENCES DU DISPOSITIF MÉDIATIQUE

Ces dispositifs ont rendu l'espèce « emblématique », une porte d'entrée pour amener les habitantes et habitants à s'intéresser à la présence des oiseaux sauvages au cœur de la ville et à l'ornithologie de façon plus générale.

Mais, au-delà, son observation serrée a permis d'en savoir plus non seulement sur l'oiseau mais aussi sur d'autres présences animales à Bruxelles. Ainsi, on a recensé pas moins de 65 espèces d'oiseaux au menu du rapace, de toutes tailles, allant de petits passereaux (pipits, pinsons, fauvettes…) à de plus imposantes (pigeon ramier, corneille noire…). Ces recensements reprennent bien entendu des espèces communes mais offrent également des informations précieuses sur d'autres espèces – parfois insoupçonnées – qui passent discrètement dans le ciel de notre capitale. Les trophées du pèlerin viennent donc enrichir la liste des présences attestées à Bruxelles, avec des espèces parfois rares comme le râle des genêts ou le bécasseau cocorli.

Son observation serrée a permis d'en savoir plus non seulement sur l'oiseau mais aussi sur d'autres présences animales à Bruxelles.

Par ailleurs, les populations urbaines de faucons pèlerins adaptent et modifient leurs comportements de chasse en fonction de l'offre en proies disponible avec une très grande efficacité. C'est d'ailleurs ce qui explique en partie la répartition de l'espèce sur notre globe et sa capacité à coloniser – presque – tous les milieux. À Bruxelles, cette plasticité surprenante est poussée à son paroxysme avec l'observation de comportements de chasse de nuit. Les clochers éclairés leur permettent d'attendre, en embuscade, le passage de migrateurs nocturnes tels que la bécasse des bois, la caille des blés, le pluvier argenté… ou encore – plus rarement – des chauves-souris. Cette adaptation aux potentialités offertes par l'éclairage public est remarquable pour un rapace communément diurne.

L'omniprésence du faucon pèlerin a aussi ses conséquences sur d'autres espèces. Chasseur hors pair, ce rapace domine et impacte tout le réseau trophique. Nous avons vu que le tableau de chasse de ce super-prédateur est impressionnant en termes de variété d'espèces. Mais il est également impressionnant en termes de nombre de proies capturées, et ce, spécifiquement en période de nidification. Un couple de pèlerins nicheurs peut élever jusqu'à quatre jeunes. Ces fauconneaux ont alors besoin d'une grande quantité de nourriture pour arriver au bout de leur développement et réussir leur envol. Dans son ouvrage, Géroudet estime qu'un couple de faucons pèlerins chasse jusqu'à dix proies par jour pour une nichée âgée d'une vingtaine de jours [1]. Cette estimation, multipliée par le nombre de couples dans la capitale aboutit à un nombre d'environ 2 500 oiseaux chassés en seulement quelques semaines. Il faudra alors y ajouter toutes les proies capturées par individu hors période de nidification (environ une proie par jour) pour se rendre compte de son impact sur l'avifaune locale.

À l'instar d'un grand prédateur, ses afficionados considèrent donc qu'il exerce une pression sélective favorable. Le faucon s'attaque principalement aux espèces les plus abondantes – et généralement, en conséquence, problématiques, entraînant un contrôle des populations, maintenant l'équilibre et la santé de l'avifaune et, plus largement, de l'écosystème.

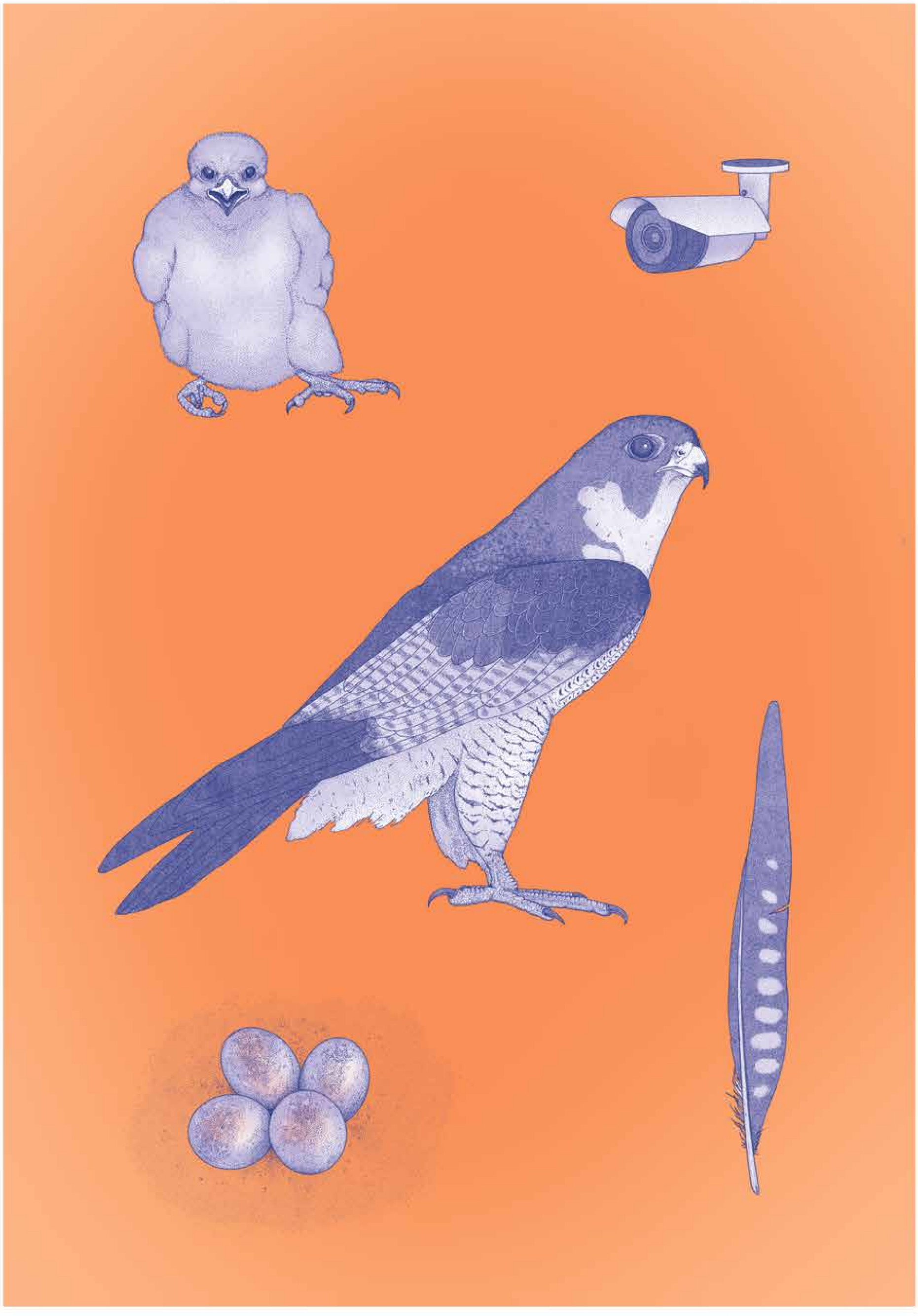
En effet, bien que varié, son régime est, en ville, en grande majorité constitué de pigeons bisets domestiques. La prédation assurée par le faucon est à ce titre présentée comme une présence régulatrice du pigeon. Car, au-delà de la capture directe d'oiseaux, sa simple présence peut suffire à tenir éloignés les grands groupes d'oiseaux (pigeons, étourneaux, mouettes…). L'intervention efficace de fauconniers dans les stades ou les aéroports afin de faire fuir certains ailés non désirés est d'ailleurs à ce jour la méthode la plus efficace. Son impact sur le reste de l'avifaune indigène ou de passage n'est pas non plus négligeable. La nouvelle édition de *l'Atlas des oiseaux de Bruxelles* (2022-2025) [2] permettra de dresser un état des lieux des populations d'oiseaux en région bruxelloise et, nous l'espérons, de tirer des conclusions précises et documentées concernant la présence du pèlerin à Bruxelles depuis une vingtaine d'années.

LE FAUCON, L'ORNITHOLOGIE ET NOUS

En élargissant la focale au-delà du cas emblématique et médiatisé du faucon pèlerin, on peut s'interroger plus largement sur la place des oiseaux à Bruxelles, à l'émerveillement qu'ils procurent, aux paysages visuels et sonores de la ville dans lesquels ils s'inscrivent. Récemment qualifiées d'antistress, l'observation et l'écoute des oiseaux seraient d'ailleurs une activité bénéfique à la santé mentale.

La période de confinement du printemps 2020, en limitant les activités humaines au strict minimum, a dévoilé éphémèrement la trame de fond que couvrent les bruits de la ville. Une fois débarrassée des moteurs et des klaxons, la symphonie des chants d'oiseau s'est vite rappelée à nos oreilles. À l'échelle de seulement une saison, on a pu percevoir ce monde, ordinairement masqué par le vacarme de la ville mais qui fait pourtant bel et bien partie de notre quotidien. L'ornithologie, jusqu'alors pratiquée par une minorité de passionné·es, a traversé les foyers et s'impose petit à petit comme un outil puissant de reconsidération de notre insertion dans le monde. Si de multiples actions de sensibilisation se sont développées autour du thème (le grand recensement des oiseaux de jardin annuel de Natagora, la mise en place de nichoirs dans les écoles et les quartiers, etc), le faucon pèlerin y est certainement aussi pour quelque chose. En faisant office de « carte de visite » de l'ornithologie urbaine, c'est une formidable porte d'entrée vers les secrets des oiseaux. S'intéresser au pèlerin débouche inévitablement sur la découverte des autres espèces qu'il chasse et auxquelles il est lié et permet de s'interroger sur la notion d'habitat urbain, de biodiversité et de chaîne alimentaire en ville et, in fine, de la place du vivant en milieu anthropisé. ❖

1. P. GÉROUDET, *Les Rapaces diurnes et nocturnes d'Europe*, Delachaux & Niestlé, 1965.
2. https://atlas-oiseaux-bruxelles.be



POUR ALLER...

DES LIVRES

***Nous ne sommes pas seuls. Politique des soulèvements terrestres*, Léna Balaud & Antoine Chopot, éd. du Seuil, 2022.** Que devient la « politique » lorsque des paysannes et des écologistes disséminent des graines de plantes résistantes aux herbicides dans les monocultures d'OGM pour en saboter les rendements ou lorsque des villageois kirghizes échappent à la mainmise de l'État sur leurs moyens de subsistance en greffant en secret une forêt fruitière ? Les auteurs présentent des manières de faire, de se défendre, de résister, dans lesquelles nos alliés sont multiformes, considérablement plus nombreux et divers que ce que notre imagination laisse entrevoir. Appel à refuser la mise au travail de la planète, ce traité d'écologie politique ouvre de nouveaux horizons pour « *agir avec la nature contre ceux qui l'effondrent* ».

***Le Hantement du monde, zoonose et pathocène*, Gil Bartholeyns, éd. Dehors, 2022.** Des agents pathogènes hantent nos vies et nous sommes hantés par la peur de perdre la santé, notre habitat terrestre, et par les milliards d'êtres vivants anéantis des suites de nos modes de vie et d'alimentation. Nous vivons en Pathocène. De quelle histoire troublée cette ère de vulnérabilité est-elle le nom, et comment la conjurer ? Cet essai sur l'état maladif et émotionnel qui traverse notre présent dresse le portrait effroyable des activités et des idées qui font courir à l'abîme : de la zootechnie à l'élevage industriel, de la traite des animaux sauvages à la fracturation des habitats naturels, du brassage continu des espèces aux impostures intellectuelles. Il fait aussi des propositions pour nous réarmer face à cette réalité.

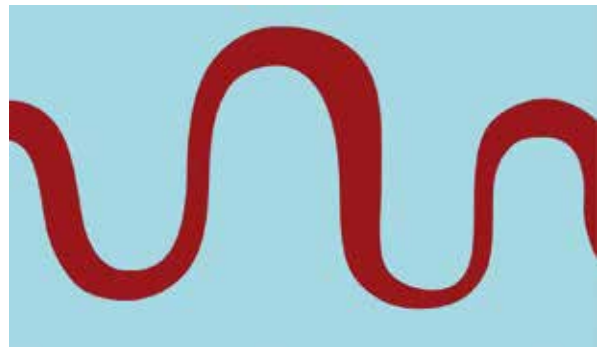
***Paris animal. Histoire et récits d'une ville vivante*, Henri Bony & Léa Mosconi, Pavillon de l'Arsenal, 2023.** Cet ouvrage accompagne l'exposition qui s'est tenue au pavillon de l'Arsenal en 2023. Le livre comprend une vingtaine de textes qui explorent l'histoire de la contribution des animaux à la vie et à l'économie urbaines (en l'occurrence Paris), leur présence en ville aujourd'hui et ce qu'elle pourrait être demain.

***Exploiter le vivant. Une écologie politique du travail*, Paul Guillibert, éd. Amsterdam, 2023.** Ce livre écrit par un auteur de tradition marxiste affirme que le travail, systématiquement absent des pensées écologistes, se trouve au cœur du désastre. De la plantation coloniale au foyer familial en passant par l'usine de l'ère industrielle, l'écocide est le résultat de différentes formes d'exploitation du travail (salarié, servile, domestique). Exploitation des humains, certes, mais aussi mise au travail généralisée des vivants. Replacer la production capitaliste et l'exploitation du travail au cœur de la crise, c'est rendre possibles de nouvelles alliances entre travailleurs et écologistes, entre humains et autres qu'humains.

***Habiter en oiseau*, Vinciane Despret, éd. Actes Sud, 2019.** Le livre de Vinciane Despret, devenu un classique, est un livre exigeant qui tente un décalage par rapport à l'anthropocentrisme, au départ d'une généalogie des sciences ornithologiques. Ceux qui ont raillé l'ouvrage pour son titre se sont trompés de cible (et n'ont probablement pas lu le livre), car le travail mené par l'autrice est d'une richesse inouïe, à la fois pour déconstruire la notion de territoire et pour écouter autrement chanter les oiseaux.

***Révoltes animales*, Amir Fahim, éd. Divergences, 2022** (titre original : *Schwein und Zeit*). Certains envisagent le monde animal comme un îlot de pureté, étranger aux luttes de l'humanité, d'autres passent leur temps à se moquer de ceux qui défendent les bêtes. L'auteur, lui, choisit une troisième voie en montrant que les animaux sont sujets de l'exploitation capitaliste et développent leurs propres façons d'y résister. Des porcs récalcitrants sont aux origines de l'usine moderne, les termites créent des sociétés communistes… Il propose ainsi les contours d'une vision politique ensauvagée, mêlant humains et animaux dans un horizon partagé. Sous sa plume, les bêtes nous reconnectent avec les sources vives de la révolte.

***Manifeste des espèces compagnes. Chiens, humains et autres partenaires*, Donna Haraway, éd. Climats, 2019.** Dans ce livre devenu classique, pas de grands récits, mais des histoires, dont le but est avant tout, selon la très américaine Donna Haraway, de contribuer à construire d'autres relations avec les espèces qui nous entourent. Des histoires d'amour, de pouvoir, de conflits raciaux et d'idéologies coloniales, des histoires qui aident à élaborer des manières positives de vivre avec toutes les espèces qui sont apparues sur cette planète.

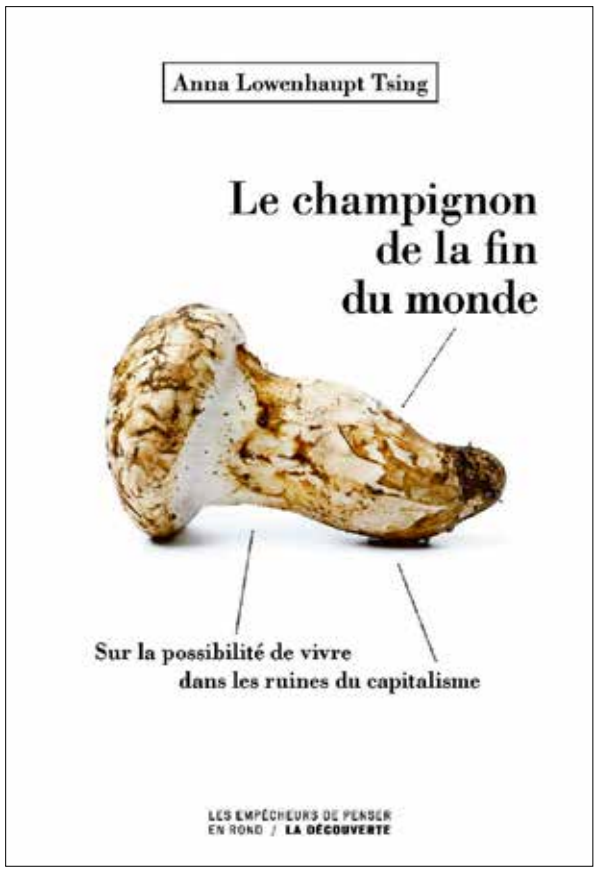


***Sagesse des lianes. Cosmopoétique du refuge 1*, Dénétem Touam Bona, Post-éditions, 2021.** Une réflexion poétique et philosophique autour du mouvement de la liane, envisagée comme un symbole d'opposition à la colonisation mais aussi de solidarité et de protection. Il met en scène la sagesse subversive des luttes « indigènes » contre la marchandisation intégrale du vivant.

DES CAPSULES AUDIO QUI ACCOMPAGNENT CE NUMÉRO

***Pénibles ou nuisibles ?* Une rencontre avec Mario Ninanne de l'association Bruxelles Nature, IEB, 2023.** Et si certains animaux n'étaient-ils déclarés nuisibles que dans la mesure où ils dérangent leurs grands voisins, les humains ? Les animaux sauvages sont-ils bien accueillis à Bruxelles ? Mario Ninanne nous raconte comment la tortue californienne, la perruche verte, le frelon asiatique, la bernache du Canada, l'ouette d'Égypte et, probablement bientôt le raton laveur se sont installés à Bruxelles. Et même si le castor, le sanglier et le renard sont « bien de chez nous », leur voisinage n'est pas sans créer quelques tensions. **[https://ieb.be/46993]**

***Sur les traces du renard à Bruxelles*, IEB, 2023.** À l'été 2023, IEB a pointé le bout de son micro lors d'une balade organisée par LIEU, Laboratoire interdisciplinaire en études urbaines (ULB). Chloé Vanden Berghe nous guide dans un territoire partagé entre humains et renards quelque part entre Forest et Uccle. Comment la vie citadine influe-t-elle sur la sociabilité du goupil ? **[https://ieb.be/46994]**



***Le Champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Anna Lowenhaupt Tsing, éd. La Découverte, 2015.** Ana Tsing s'est fait connaître par ce livre dans le monde francophone. Elle y défend l'idée qu'il faut apprendre à vivre dans les ruines, car les ruines sont partout, des sites industriels aux paysages naturels dévastés. Mais l'erreur serait de croire que l'on se contente d'y survivre. Car dans les ruines prolifèrent de nouveaux mondes. Ici on suit l'odyssée d'un mystérieux champignon, le matsutake, qui ne pousse que dans les forêts détruites. Cette pépite intéresse les cueilleurs de l'Oregon, des travailleurs précaires, vétérans des guerres, immigrés sans papiers, qui vendent chaque soir leurs champignons ramassés le jour, qui finiront comme produits de luxe sur les étals des épiceries fines japonaises. En suivant les matsutakes, l'autrice apporte un éclairage nouveau sur la manière dont le capitalisme s'est inventé comme mode d'exploitation et dont il ravage aujourd'hui la planète. Les matsutakes ne sont pas un prétexte ou une métaphore, ils sont le support surprenant d'une leçon d'optimisme dans un monde désespérant.

***Les Sentinelles des pandémies. Chasseurs de virus et observateurs d'oiseaux en Chine*, Frédéric Keck, éd. Zones Sensibles, 2020.** Cet ouvrage repose sur une recherche conduite à Hong Kong, Taïwan et Singapour, trois territoires situés aux frontières de la Chine et hyperconnectés au « monde ». Il montre comment les « chasseurs de virus » et les responsables de la santé publique s'allient avec les vétérinaires et les observateurs d'oiseaux pour suivre les mutations des virus de grippe entre les oiseaux sauvages, les volailles domestiques et les humains. Il décrit aussi les techniques de préparation élaborées en vue de l'arrivée d'une pandémie et comment elles transforment les relations au monde environnant.

***Zoocities. Des animaux sauvages dans la ville*, Joëlle Zask, éditions Premier Parallèle, 2020.** Un ouvrage très actuel, bien documenté, sur la « prolifération » des animaux sauvages en ville et sur les manières de les côtoyer ou de cohabiter avec eux.

***Pour une écologie pirate – Et nous serons libres*, Fatima Ouassak, éd. La Découverte, 2023.** Fatima Ouassak dénonce l'absence d'un véritable projet écologiste capable de résister aux politiques d'étouffement, un projet qui naîtrait dans les quartiers populaires, et articulerait enfin l'ancrage dans la terre et la liberté de circuler. Ce projet, c'est celui de l'écologie pirate dont elle esquisse les contours : internationaliste, centrée sur la Méditerranée comme espace autonome et point de ralliement des mutineries du Nord et du Sud, se donnant comme horizon la lutte contre le réchauffement climatique et la destruction du vivant, la libération des terres, la libération animale et l'égale dignité humaine, fondamentalement liées. Un projet qui se mettrait à hauteur d'enfants et chercherait leur bien-être et leur libération.

***Proliférations*, Ana Lowenhaupt Tsing, éd. Wildproject, 2022.** À travers trois textes, l'autrice défend l'idée que la prolifération est la condition écologique et anthropologique contemporaine et une clef pour comprendre l'état du monde dans lequel une foule de vivants se met à habiter les écosystèmes de façon troublante.

***J'habite ici aussi. Histories vraies de rencontres urbaines sauvages*, Marie Mahler et Jean-François Leclerq, CFC-Éditions, 2022.** Ouvrage poétique, lumineux, avec seize histoires vraies pleines de couleurs et de dessins, pour rire, s'étonner, s'émerveiller et repenser les relations entre humains et animaux sauvages. Et en plus ça se passe à Bruxelles !

DES SITES

***Faucons pour tous*, blog.**
https://www.fauconspourtous.be/

Monitoring des populations d'oiseaux en région de Bruxelles-Capitale, Rapport 2022 : Rapport AVIBRU 2022
https://document.environnement.brussels/opac_css/elecfile/AVIBRU_2020G0330_Rapport_2022.pdf

DES ARTICLES

« La part sauvage des communs ? Une enquête écologique au Marais Wiels », Léna Balaud, Antoine Chopot & Allan Wei, *Terrestres*, 14 février 2023. L'attention au « vivant » est la cible d'un procès en dépolitisation intenté par une partie du mouvement anticapitaliste. En partant de l'histoire du Marais Wiels, ce plan d'eau accidentel ayant émergé à Forest, dans un quartier populaire de Bruxelles, cette enquête écologique cherche à montrer qu'il est possible de mettre au jour des stratégies anticapitalistes multi-espèces, nécessaires à la bifurcation écologique des luttes sociales. **[https://www.terrestres.org/2023/02/14/la-part-sauvage-des-communs-une-enquete-ecologique-au-marais-wiels/]**

« Le "vivant" noie-t-il le poisson politique ? Allier le rouge et le vert au-delà de l'anthropocentrisme », Joseph Confavreux, *Revue du Crieur*, 2023/1, 22, p. 108-125. L'auteur propose un texte très intéressant sur les difficiles reconfigurations des mouvements de gauche autour des questions liées à la « nature » ou au « vivant ». En se demandant si l'arbre du « vivant » cache la forêt de l'exploitation et de la domination, ou si les adeptes du tournant « non humain » sont voués à être tous et toutes récupérés par le capital(isme), il pose des questions essentielles. Intégrer les plantes et animaux dans les mobilisations est-il incompatible avec la lutte des classes, ou cela constitue-t-il au contraire une condition de la nécessaire reconfiguration de celle-ci ? Même si, selon l'auteur, les cosmologies contradictoires des uns et des autres autant que leurs radicalités de postures rendent difficile un alliage durable entre l'écologie et le social, il montre qu'il se dessine tout de même une piste étroite de conciliation, que certains mouvements/auteurs ont commencé à emprunter. **[https://www.cairn.info/revue-du-crieur-2023-1-page-108.htm]**

« Des animaux en révolte ? », Frédéric Keck, *Terrestres*, octobre 2023. Cet article discute le livre de Amir Fahim cité plus haut et la capacité des animaux à se « révolter » en le confrontant à la pensée d'autres auteurs. Pour celles et ceux qui aiment la théorie. **[https://www.terrestres.org/2023/10/10/des-animaux-en-revolte]**

PLUS LOIN

IEB *a déjà* 50 *ans* !

iEB 50!

➪ Voilà qu'IEB atteint les cinquante ans d'existence. Cela se fête ! Eh oui, c'est le 6 mai 1974 que vingt-neuf représentants de comités de quartier, d'associations et de collectifs bruxellois, de groupements de défense de la nature approuvaient les statuts de l'asbl Inter-Environnement Bruxelles…

C'est le moment de se souvenir du chemin parcouru au sein d'une histoire régionale jalonnée de changements. Aussi, dans la newsletter chaque semaine de cette année 2024, sera fait le récit d'une lutte passée, sera contée l'histoire d'une victoire remportée, d'un échec encaissé, ou d'une résistance au long cours. Cela donnera cinquante articles égrenés tout le long de l'année. Et au final ces cinquante témoignages seront rassemblés en ordre chronologique pour être publiés.

En 1974, vingt-neuf signataires fondent IEB, et non des moindres… On y retrouve entre autres Louise Beckers-Gilbert, de l'avenue Latérale à Uccle : le périphérique - Sud devait éventrer la vallée Saint-Job ; Philippe De Keyser, représentant le Comité général d'action des Marolles (qu'on ne présente plus) ; André Dewaele, de l'avenue des Cerisiers à Schaerbeek, qui protestait avec son comité contre le bruit des avions (déjà !) ; Michel Godard, qui représentait le Comité d'action transports urbains ; Marcel Guillaume, de l'avenue Nouvelle à Etterbeek : l'autoroute de Namur devait être prolongée par-dessus les voies de chemin de fer jusqu'au rond-point Schuman ; Roger Leblanc, représentant l'Action nationale pour la sécurité vitale (déjà la lutte contre la précarité) ; Charlotte Lannoy, de la rue Lesbroussart à Ixelles ; Marguerite Mertens de la rue Hottat à Ixelles ; Roland Vandekastele de la place Jourdan à Etterbeek : « l'autoroute du Maelbeek » devait traverser Ixelles et Etterbeek par une route de deux fois deux bandes, sur le trajet des rues du Bailly, Lesbroussart, Gray, vers le quartier Européen ; le docteur Jacques Stenuit, grand défenseur de la forêt de Soignes. Et bien sûr Maurice Culot, des Archives d'architecture moderne, et René Schoonbrodt, de l'ARAU. Que du beau monde !

Ils seront bientôt rejoints par une série de comités, issus de tous les coins de l'agglomération, à tel point que la fédération en a compté rapidement jusqu'à cent.
C'est que le travail ne manquait pas : Bruxelles était déjà le terrain de jeu des grands projets. On avait sur le dos le bouclage du ring à travers Uccle, en même temps que l'extension du palais de Justice dans les Marolles, on subissait les destructions gigantesques du quartier Nord pour permettre le projet Manhattan, le projet autoroutier du Maelbeek et la construction du quartier Européen, un projet autoroutier en rive gauche du canal (la route « industrielle » qui devait relier l'autoroute de Paris audit quartier Nord), mais aussi la jonction du quartier Nord vers l'autoroute d'Ostende par la rue Picard à travers Molenbeek. Sans compter l'arrivée de l'autoroute d'Anvers par-dessus les voies de chemin de fer à Schaerbeek, également en direction du quartier Nord… Pour une part, les deux crises pétrolières survenues à l'époque (oui, aussi, déjà…) ont freiné un peu tout ça. Mais Bruxelles n'était pas encore une région à part entière, son sort urbanistique était encore décidé au niveau national, où un ministre traitait des affaires bruxelloises. Les Bruxellois ont cru que leur sort serait adouci s'ils géraient leurs affaires eux-mêmes. Inter-Environnement Bruxelles a milité pour l'adoption d'un plan de secteur qui définirait les affectations du sol, en même temps que pour l'avènement d'une Région bruxelloise. La création d'un Conseil d'agglomération avait déjà donné de l'espoir : son échevin de l'Urbanisme, Serge Moureaux, a joué un rôle déterminant par une plus grande transparence de la gestion urbaine et l'association des habitant·es aux débats sur le devenir de la ville. La Région est créée en 1989 mais, dès la deuxième législature, le gouvernement bruxellois, à force de vouloir capter les investisseurs sur son territoire, a laissé le chant des sirènes des promoteurs couvrir les voix des habitant·es en place.

Mais 2024 ne doit pas donner lieu à une chronique des temps mauvais… Ce n'est pas fini, car selon le mot de René Schoonbrodt (notre premier président) : « *Il faut savoir rester, continuer, durer.* » Bruxelles le vaut bien. ❖

Inter-Environnment Bruxelles

Découvrez tous les articles consacrés aux 50 ans d'IEB sur notre site : **https://ieb.be/50ans**

Bruxelles en mouvements est un bimestriel édité par IEB, fédération des comités de quartier et groupes d'habitant·es. Ce journal est distribué dans une série de lieux bruxellois, mais vous pouvez également vous abonner pour le recevoir à domicile et par la même occasion soutenir notre démarche.

Consultez notre site pour voir la publication en ligne ainsi que la liste des lieux de dépôt : www.ieb.be
Abonnement annuel (6 nos) : 24 euros

Abonnement de soutien : 50 euros
Versement au compte
IBAN : BE33 2100 0902 0446
BIC : GEBABEBB

Éditeur responsable : Patrick Wouters
Rue du Chimiste 34-36 – 1070 Bruxelles

Secrétaire de rédaction :
Benoit Coumont

Graphisme : Andreas Stathopoulos, Élise Debouny

Coordination : Chloé Deligne, Matthias Förster, Cataline Sénéchal

Collaborateur·ices : Jean-Michel Decroly, Chloé Deligne, Ariane d'Hoop, Matthias Förster, Aude Hendrick, Marius Pailhès, Cataline Sénéchal, Nicolas Schroeder, Sophie Vanderschueren, Chloé Vanden Berghe, Allan Wei, David Weil-Rabaud, Patrick Wouters

Illustrations : Ophélie Lhuire [https://ophelielhuire.com]

Inter-Environnement Bruxelles
Rue du Chimiste 34-36 – 1070 Bruxelles
Tél. : 02 801 14 80 – E-mail : info@ieb.be

Organisme d'éducation permanente soutenu par la Fédération Wallonie-Bruxelles

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES